

LE PRÉSIDENT RUSSE
VLADIMIR POUTINE :
«**Nous apprécions le
processus équilibré de
la politique étrangère
de l'Algérie**»

P 16

CONFÉRENCE AFRICAINE DES STARTUPS

Les réalisations de l'Algérie mises en avant

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi à Alger, sa forte volonté politique de développer les domaines de l'innovation et de relancer les startups, qui représentent un enjeu majeur dans l'ordre des priorités nationales tracées dans son ambitieux programme et visant l'accélération du rythme du développement économique. P 3



INVESTISSEMENT

Examen de 124 projets étrangers par l'AAPI

L'investissement connaîtra une nouvelle dynamique dès 2024. Plusieurs projets d'investissement étrangers (IDE) ou en partenariat ont été examinés par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). En effet, pas moins de 124 demandes d'investissement émanant de plusieurs grandes entreprises et multinationales sont prêtes à être mises en œuvre, a indiqué le Directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache.

P 2

FINANCES

Le PLF 2024 adopté par l'APN



L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté mardi, à la majorité, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 (PLF2024), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public. Le vote s'est déroulé en séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et des membres du gouvernement.

P 5

PÉTROLE

Le Brent se reprend à plus de 78 dollars



Les cours du pétrole se reprenaient, mardi, impactés par les baisses de production de l'Opep+, prises pour stabiliser les prix du brut sur le marché. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février prenait 0,47% à 78,40 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en janvier, montait de 0,53% à 73,43 dollars.

P 5

PROJET DE L'USINE FIAT À ORAN

**Le wali d'Oran satisfait
de l'avancement
des travaux** P4

SALON NATIONAL «AGRO SOUF»

**Plus de 90
exposants attendus
à la 7^e édition** P5

PRODUITS DE L'ANESTHÉSIE DENTAIRE

**Mise sur le marché
de 6,85 millions de doses** P16

ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

Baddari préside
la 1e élection
électronique
dans le secteur

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, lundi, la première élection électronique dans le secteur, s'inscrivant dans le cadre du "Tout numérique", indique un communiqué du ministère. M. Baddari a présidé au siège du ministère, "la première élection électronique des membres des bureaux des comités pédagogiques régionaux de spécialités en sciences médicales (CPRS)", qui s'inscrit dans le cadre du "Tout numérique", constituant ainsi "un nouveau jalon dans le domaine de l'économie de l'information", ajoute le communiqué. L'opération, saluée par tous les participants, a vu la participation de représentants des conférences régionales et du syndicat des hospitalo-universitaires, conclut le document.

INVESTISSEMENT

Examen de 124 projets
étrangers par l'AAPI

L'investissement connaîtra une nouvelle dynamique dès 2024. Plusieurs projets d'investissement étrangers (IDE) ou en partenariat ont été examinés par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). En effet, pas moins de 124 demandes d'investissement émanant de plusieurs grandes entreprises et multinationales sont prêtes à être mises en œuvre, a indiqué le Directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache.

Par Sirine R

Dans une déclaration de presse en marge d'un forum d'affaires algéro-suédois, le Directeur général de l'AAPI a fait savoir que ces projets vont pouvoir être enregistrés auprès de l'agence et mis en œuvre dès la publication des textes d'application de la loi sur le foncier économique. « Pour que ces demandes soient mises en œuvre, nous sommes engagés à fournir l'ensemble des conditions nécessaires, d'autant que nous allons prochainement lancer la plateforme numérique devant enregistrer les demandes de foncier économique », a-t-il assuré. Dans ce cadre, le même responsable a annoncé que cette plateforme numérique sera lancée avant la fin du premier trimestre 2024. M. Rekkache a

également fait savoir que 90 autres projets étrangers, en tant qu'investissement direct (IDE) ou avec un partenaire local, ont été enregistrés auprès de l'agence et dont l'investissement est en cours de réalisation. Par ailleurs, M. Rekkache a estimé que les partenaires suédois à travers leurs investissements peuvent contribuer au développement du transfert de technologie, de l'économie de la connaissance et l'innovation. De plus, a-t-il dit, la Suède a une expérience importante en ce qui concerne le développement durable, la protection de l'environnement et la numérisation. Présent à cette rencontre, l'ambassadeur de Suède en Algérie, Bjorn Hagmark, a indiqué que les entreprises de son pays sont intéressées par plusieurs secteurs d'investissement en Algérie, citant les secteurs de l'énergie, des trans-

ports, des télécommunications, de la digitalisation et du secteur minier. Selon le diplomate, la Suède et l'Algérie rencontrent des défis similaires pour trouver des solutions durables face aux effets du changement climatique et « avancer rapidement vers la réduction des émissions à effet de serre », soulignant l'expertise de son pays dans ce secteur. De son côté, la présidente du Conseil International de l'Industrie Suédois, Annika Berglund, a révélé que la délégation d'affaires suédoise présente en Algérie regroupe des entreprises activant dans les domaines des EnR, l'industrie et les transports. A noter qu'une dizaine d'opérateurs suédois étaient présents à cette rencontre au cours de laquelle des rencontres B2B ont été organisées avec des opérateurs nationaux.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ

Zitouni appelle à renforcer les capacités de production des minoteries

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a appelé, lundi à Alger, à renforcer les capacités de production des minoteries pour assurer la disponibilité de la semoule subventionnée et des pâtes alimentaires à l'approche du mois de Ramadhan. Présidant la Rencontre nationale des responsables des minoteries publiques et privées, au Pa-

lais des expositions d'Alger, le ministre a précisé que cette rencontre de concertation avec les partenaires et les professionnels du secteur « vise à assurer la stabilité de l'approvisionnement du marché national en semoule subventionnée et en pâtes, pour couvrir les besoins nationaux, notamment à l'approche du mois de Ramadhan », indique un communiqué du ministère. Selon la même

source, cette rencontre entre également dans le cadre de l'approche participative et consultative du ministère avec les différentes filières professionnelles pour identifier les difficultés auxquelles les professionnels sont confrontés. Après avoir écouté les préoccupations et les propositions des responsables des minoteries, M. Zitouni a insisté sur « l'impératif de coordon-

ner les efforts en vue de garantir la disponibilité de la semoule subventionnée et des pâtes alimentaires et de s'adapter à l'augmentation de la consommation, notamment à l'approche du mois de Ramadhan », note le communiqué. La rencontre a été marquée par la présence du directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), Nasreddine

Messaoudi, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, du secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Issam Bedrissi, de cadres des ministères du Commerce et l'Agriculture, ainsi que de professionnels et acteurs concernés, conclut la même source.

R E.

UNIVERSITÉ-ENTREPRENEURS

Signature d'une convention entre l'USTHB et l'UNEP

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) a signé, lundi à Alger, une convention-cadre avec l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP) visant à développer la coopération entre l'université et les entreprises économiques. La convention a été cosignée par le recteur de l'université, Djamel Eddine Akretche et la Secrétaire générale de l'UNEP, Souad Boudjemaa. A cette occasion, M. Akretche a souligné l'importance de cette convention qui "favorisera le contact direct et durable entre l'université et les entrepreneurs, notamment à la lumière de l'orientation de l'université vers la création d'une formation spécialisée dans plusieurs domaines". A cet égard, le recteur de l'université a affirmé que "la convention s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'université qui ne se limite plus seulement à l'enseignement théo-

rique et à la délivrance de diplômes, mais vise plutôt à s'ouvrir à l'environnement économique en formant des cadres et des compétences qui répondent aux besoins des entreprises économiques". Cet accord fournira aux étudiants davantage d'opportunités d'emploi dans ces entreprises après leur graduation, a-t-il estimé, annonçant le lancement de formations spécialisées, notamment un master professionnel avec des programmes adaptés aux exigences du marché économique. En sus de la coopération pédagogique entre les deux parties en matière d'élaboration de programmes en fonction des besoins des entreprises économiques, le recteur de l'Université a annoncé la constitution d'équipes conjointes entre l'Université et les diverses entreprises relevant de l'Union en vue de développer des centres de recherche et de coopération pour concrétiser des projets innovants. Selon lui, toutes les institutions affiliées à

l'Union peuvent conclure des accords bilatéraux spécialisés avec chaque faculté et laboratoire de l'Université de Bab Ezzouar. Il a également souligné que cette convention permettra à ces entreprises de contribuer au développement de l'ensemble des services disponibles à l'Université, tels que le centre d'incubation des startups et le centre de développement de l'entrepreneuriat, ainsi que le financement et l'accompagnement des projets et leur développement dans les usines, à même de contribuer au développement économique, considérant que l'Université est la locomotive de la croissance et du développement économique. Pour sa part, Mme Boudjemaa a réaffirmé l'importance de cette convention qui permettra aux étudiants de collaborer avec les entreprises, de développer leurs compétences et expériences, notant que cette collaboration sera un stimulateur pour les jeunes aspirant à s'engager

dans le domaine de l'entrepreneuriat. Elle a également salué le rôle des expériences universitaires dans la modernisation des entreprises. Elle a fait observer que cette convention n'est qu'une première étape et que de telles conventions seront généralisées au niveau de toutes les universités et centres de formation à travers le pays, relevant que ce travail se poursuivra en vue de bénéficier mutuellement des anciennes expériences et des nouvelles compétences pour parvenir à la synergie et l'intégration. Pour sa part, le directeur général du groupe d'infrastructure de travaux publics maritimes (GITRAMA), Mahdi Kadeche a souligné l'importance de la relation d'intégration entre l'université et les établissements économiques et le rôle de l'entreprise comme partenaire dans la valorisation des projets innovants et des efforts de recherche scientifique, leur fabrication et leur promotion.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

CONFÉRENCE AFRICAINE DES STARTUPS

Les réalisations de l’Algérie mises en avant

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi à Alger, sa forte volonté politique de développer les domaines de l’innovation et de relancer les startups, qui représentent un enjeu majeur dans l’ordre des priorités nationales tracées dans son ambitieux programme et visant l’accélération du rythme du développement économique.

Par Sirine R

Dans une allocution adressée à la Conférence africaine des startups (African Startup Conférence), lue en son nom par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, le chef de l’Etat a assuré que toutes les ressources nécessaires, pour organiser et accompagner les porteurs de projets dans les différentes étapes, ont été mobilisées.

Le président de la République a rappelé les mesures et initiatives prises à cet effet, notamment la valorisation de la formation dans de nombreuses spécialités liées à l’activité des startups, y compris la création d’écoles spécialisées, et l’établissement de ponts de communication entre les centres de formation et de recherche d’une part, et le monde de l’entrepreneuriat d’autre part.

Le Président Tebboune a également mis l’accent sur les plans mis en œuvre pour l’accompagnement et l’incubation de projets innovants, notamment la création de pôles technologiques et le lancement de la plateforme dédiée à la recherche, au développement et à l’innovation ouverte, ainsi que la mobilisation d’espaces pour la domiciliation des startups, particulièrement, au sein des universités, outre la création de mécanismes spéciaux de financement et la garantie de nombreuses facilités pour encourager ce type d’initiatives.

Dans ce cadre, le président de la République a salué les résultats réalisés ces dernières années par le secteur de l’économie de la connaissance et des startups en Algérie, notamment à travers la création d’un écosystème national catalyseur de l’ini-

tiative et de l’innovation, ayant abouti à la réalisation d’acquis qualitatifs en termes de création de startups et permis à l’Algérie d’occuper la place de leader au niveau continental.

Cette dynamique qualitative devra connaître un rythme accéléré durant la prochaine période, avec les profondes réformes économiques engagées pour l’amélioration du climat d’investissement et des affaires.

L’Algérie disposée à partager son expérience

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé l’engagement de l’Algérie à partager son expertise dans le domaine des startups avec les pays africains à travers des espaces d’échange d’expériences et de connaissances.

Le Président Tebboune a expliqué que « cet espace africain est considéré comme une conférence importante pour les start-ups ».

Et le chef de l’Etat de souligner que « l’Algérie, en tant que pionnière dans la défense des intérêts de l’Afrique, croit en la libération de notre continent de l’héritage de la doctrine coloniale qui se nourrit des rentes d’une influence obsolète ».

A cet effet, le chef de l’Etat a appelé « à promouvoir la créativité et l’innovation en Afrique pour accroître la productivité et la croissance économique ».

Ce qui permettra « de renforcer l’indépendance de la décision politique et économique » a-t-il insisté.

Dans ce contexte, le Président Tebboune a mis l’accent sur la nécessité de mettre « en avant le rôle des startups en Afrique et leur capacité à relever les défis de développement », dans un en-

vironnement économique « concurrentiel les habitant à ouvrir la voie aux initiatives » et « au renforcement de la coopération continentale dans le domaine de l’économie de la connaissance et l’amélioration du climat d’affaires et de l’innovation ».

Néanmoins, pour le Président Tebboune, le plus grand défi à relever a trait à la réduction du taux de chômage en Afrique. Un taux qui compte, relève le chef de l’Etat, parmi « le plus élevé de jeunes au niveau mondial ».

Pour inverser cette tendance, le Président Tebboune a appelé « à promouvoir l’entrepreneuriat basé sur l’innovation, comme l’un des mécanismes les plus importants pour faire face à la problématique de l’emploi », d’où, a-t-il souligné, la nécessité « pour les gouvernements africains d’accorder l’intérêt total aux startups qui ont prouvé leur capacité à hisser de nombreuses économies en Europe et en Asie à de hauts niveaux de performance économique outre la création de richesses et des bases du développement durable ».

Cette rencontre internationale de trois jours (5,6 et 7 décembre), qui se tient avec la participation de près de 200 experts internationaux et environ 50 ministres et décideurs africains dans le domaine des startups et de l’innovation sous le slogan : "L’innovation pour le développement du continent africain", vise à donner plus de visibilité aux startups africaines, tout en permettant à tous les décideurs africains de s’enquérir de tout ce qui se passe dans les autres pays du continent et d’échanger les expériences et signer des accords de coopérations dans ce domaine.

CONFÉRENCE SUR LES STARTUPS AFRICAINES

Yacine Oualid : «Une plate-forme de coopération»

Le ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a affirmé que la Conférence sur les startups africaines, qui se poursuit à Alger, constitue un tournant dans l’élaboration de l’avenir des petites entreprises et de l’innovation africaine.

Elle offre une plate-forme de coopération, d’échange de connaissances, et explorer des solutions aux défis critiques auxquels sont confrontées les startups de la région.

Dans son discours à l’ouverture de la deuxième édition de la conférence, Yacine Oualid a rappelé que le succès de la première conférence tenue en Algérie a ouvert la voie à un parcours de transition et à des réalisations qui confirment l’engagement en faveur du développement des startups, notamment l’adoption de la Déclaration ministérielle de l’Algérie, et son approbation ultérieure par l’Union africaine.

Il a affirmé également que la conférence africaine sur les startups est

devenue un phare de coopération, d’innovation et de croissance, saluant au passage, le rôle important que les startups peuvent jouer dans la réalisation des objectifs de l’Union africaine 2063 et de l’Agenda 2023 des Nations Unies pour le développement durable.

« Nous ne pouvons ignorer les défis auxquels sont confrontés les pays africains pour retenir les talents et inverser la tendance à la fuite des cerveaux, car cette question constitue une menace pour nos aspirations, et notre pré-

sence à cette conférence n’est pas seulement pour participer, mais pour être actif dans l’élaboration de l’avenir des entreprises émergentes sur notre continent » a précisé le ministre.

Enfin le ministre a appelé les participants, dont près de 10 000 sont attendus, à la deuxième édition de la Conférence sur les startups africaines à saisir cette opportunité pour échanger des idées, établir des partenariats et œuvrer pour rendre le continent africain plus prospère et créatif.

2ÈME ÉDITION DE L’AFRICAN STARTUP CONFERENCE

Le groupe “Télécom Algérie” sponsor exclusif

Le groupe algérien de télécommunications "Télécom Algérie" participe à la 2ème édition de l'African Startup Conference, du 5 au 7 décembre à Alger, en tant que "sponsor exclusif" de l'évènement, a-t-il annoncé mardi.

"Le groupe Télécom Algérie et ses filiales prendront part et ce, en tant que sponsor exclusif de la 2ème édition de l'African Startup Conference, qui se déroulera du 5 au 7 décembre 2023 au Centre international des Conférences, Abdelatif Rahal à Alger", a-t-il souligné dans un communiqué.

Selon la même source, cette édition qui se tiendra sous le slogan "des idées à l'impact", a pour objectif de "consolider les efforts gouvernementaux visant à renforcer l'écosystème entrepreneurial tant en Algérie qu'à l'échelle panafricaine, ainsi que de favoriser la coopération, l'échange d'expertise dans le domaine de l'entrepreneuriat et le développement de projets émergents".

"Etant aussi un évènement économique majeur par excellence et considéré comme étant la vitrine incontournable de l'économie nationale, ce dernier réunira plusieurs entreprises algériennes les plus importantes du groupe Télécom Algérie", a-t-il précisé.

Lors de cette manifestation, "le groupe Télécom Algérie et ses filiales assureront aussi la présentation de leurs offres et services via un stand qui sera installé à l'occasion".

"En sponsorisant cet évènement, le groupe Télécom Algérie et ses filiales, confirment leurs positions d'entreprises engagées dans l'implémentation et la généralisation des technologies de l'information et de la communication à l'échelle locale et internationale et à contribuer efficacement à la stratégie nationale de modernisation et de numérisation et ce, dans le but de hisser et d'accroître l'économie nationale", a-t-soutenu.

GESTION DURABLE DES DÉCHETS

Les startups, des partenaires efficaces

Les startups devraient jouer un rôle "déterminant et efficace" dans la gestion des déchets, en mettant en œuvre des solutions innovantes, a affirmé mardi à Alger le directeur générale de l’Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane.

Dans un entretien accordé à l’APS, M. Ouamane a souligné la "grande contribution" des startups dans la gestion des déchets, en proposant des solutions qui sont à la fois "innovantes et pointues" pour répondre à des problématiques au quotidien dans un contexte "de plus en plus complexe" au regard de la sensibilité de la gestion des déchets et de ses retombées environnementales et socioéconomiques.

Le directeur géné-

rale de l’AND a estimé que les startups peuvent jouer un rôle "clé" dans le développement de nouvelles technologies et solutions innovantes pour réduire la quantité de déchets produits, en proposant des alternatives "durables" aux produits jetables, développer des emballages biodégradables et encourager la consommation "responsable".

"La hiérarchie des déchets offre aux startups de nombreuses opportunités d’intervention. Elles peuvent contribuer à la réutilisation des déchets en proposant des services de collecte et d’entretien, ainsi que des plateformes en ligne pour faciliter l’échange et la vente de produits d’occasion", explique t-il.

En outre, les startups peuvent également développer

des technologies de recyclage avancées pour valoriser les déchets et les transformer en nouvelles matières premières.

Le directeur général de l’AND n’a pas manqué de préciser que la responsabilité élargie des producteurs "REP" offre également un champ d’action pour les startups qui proposent des solutions de collecte, de tri et de traitement des déchets pour les producteurs, en mettant l’accent sur l’économie circulaire et la valorisation des matériaux.

Les startups peuvent également accompagner les producteurs dans la conception de produits éco-responsables et soutenir la mise en place de systèmes de gestion des déchets durables, dit-t-il.

Evoquant la coopération internationale, M. Oua-

mane considère cette dernière comme "opportunité" pour les startups, en participant à des projets de recherche et de développement conjoints, collaborer avec des partenaires internationaux pour échanger des connaissances et des bonnes pratiques, et accéder à de nouveaux marchés et opportunités commerciales.

«Les startups ont un rôle important à jouer dans la gestion contemporaine des déchets. Leur capacité à innover, à proposer des solutions créatives et à relever les défis de manière agile peut contribuer de manière significative à une approche efficace, durable et globale de la gestion des déchets à l’échelle mondiale», conclut-t-il.

Synthèse R E.

PROJET DE L'USINE FIAT À ORAN
Le wali d'Oran satisfait de l'avancement des travaux

Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, a effectué mardi une visite d'inspection et du travail à la zone industrielle Tafraoui et également à l'usine automobile de la marque italienne «Fiat». La visite s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya, les membres du comité de sécurité, le chef de daïra d'El Télaïlat, le maire de Tafraoui, et les directeurs de l'exécutif. Lors de son inspection du projet de l'usine Fiat, où un exposé sur l'avancement des travaux a été présenté par l'entreprise réalisatrice, le wali Sayoud a exprimé sa satisfaction quant à l'avancement des travaux, en particulier après le renforcement des ateliers en termes de ressources matérielles et d'équipements nécessaires pour achever les travaux dans les délais fixés avant la fin de l'année, notamment après la finalisation complète de la connexion de l'usine à différents réseaux (eau, gaz, électricité, fibre optique, assainissement). Il est à rappeler que le wali avait visité avant-hier lundi l'usine Renault Algérie Production (RAP) située dans la zone industrielle de Oued Tilet. Une visite sur invitation de Remi Houillons, directeur général de l'usine Renault Algérie Production (RAP), en présence du consul général de France à Oran et des cadres de l'usine. Pour rappel, l'usine RAP, qui est à l'arrêt depuis pratiquement 2019, après la suspension de l'importation des kits SKD-CKD, sur décision des autorités, est la phase de mise en conformité avec le nouveau cahier des charges relatif à l'Industrie automobile.

S R.

CERTIFICATION DES INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES

Vers la création d'un réseau national de laboratoires

Les produits des industries électroniques seront bientôt certifiés. Un réseau national de laboratoires de conformité de la qualité est en cours de création, a annoncé le Directeur général de l'organisme algérien d'accréditation (ALGERAC), Nouredine Boudissa.

Par Slimane T

Il a indiqué, lors d'une cérémonie d'accréditation d'un centre de contrôle de la qualité relevant du groupe industriel "GISB ELEC-TRIC" de Mostaganem, que ce réseau national regroupera, dans une première étape, 4 laboratoires situés dans les wilayas de Boumerdès, Mostaganem, Constantine et devra analyser et consulter tous les produits pour définir leur conformité aux normes nationales et internationales. Par ailleurs, ALGERAC a élaboré une législation technique qui détermine les modalités d'examen des produits, fabriqués localement ou importés, ainsi que les exigences techniques et juridiques d'accès aux marchés nationaux, ce

qui contribuera à la régulation du marché et à la protection des consommateurs, a-t-on souligné. Au sujet du centre de contrôle de la qualité et de la conformité électrique (E3C), M. Boudissa a affirmé que ce laboratoire est important car il se trouve à proximité d'un accès maritime, à savoir le port de Mostaganem, ce qui permettra d'établir un système de réglementation pour examiner les produits importés avant de les autoriser à être commercialisés et par conséquent protéger l'économie nationale et le consommateur. Pour sa part, le vice-président du groupement algérien des industries électriques, Mohamed Khalifa a qualifié ce laboratoire d'«atout» pour la wilaya de Mostaganem et l'Ouest du pays, soulignant qu'il est unique en matière de tests et

de mensurations aux niveaux national et africain. Il a signalé que l'accréditation est intervenue après trois années de persévérance, de travail et d'investissement. Ce laboratoire, détenteur de l'ISO 17025, peut réaliser des analyses en électricité, électronique et des tests d'efficacité énergétique d'appareils électroménagers, pour ce qui est de métallurgie et d'analyses physiques, chimiques et mécaniques, a affirmé le chargé de projet Abbès Wassim qui a indiqué que la prochaine mission du centre est d'obtenir l'accréditation d'inspection ISO 17020, d'élargir le projet qui a coûté 100 millions DA dinars et de passer de 11 postes d'emploi actuellement à 50 dans l'avenir, parallèlement au lancement du centre de formation dans plusieurs spécialités.

VÉHICULES

La SAA et Opel Algérie signent un accord de partenariat

La Société algérienne des assurances (SAA) et la marque automobile "Opel Algérie" ont signé, lundi à Alger, un accord de partenariat visant à assurer des prestations modernes et à simplifier les démarches administratives au profit des clients. Cet accord a été cosigné par le Président directeur général (PDG) de Société algérienne des assurances (SAA), Youcef Benmicia et le Président directeur général (PDG) la marque "Opel" en Algérie, Nassim Benguergoura. La SAA proposera en vertu de cet accord ses services d'assurance directement au niveau de tous les showroom de la

marque Opel en Algérie, tout en bénéficiant de remises sur la valeurs des contrats. L'accord permet également l'introduction de moyens numériques "modernes et flexibles" en matière de prise en charge des assurés, en proposant des solutions d'assurance "innovantes" afin de simplifier l'opération de réception des offres et d'améliorer la qualité des services fournis aux clients, selon les explications fournies au cours de la cérémonie de signature. En outre, l'accord permet d'effectuer des opérations d'évaluation et de réparation des dommages dans les atelier d'Opel en Algérie, les prestations étant ré-

glées par la SAA Dans son allocution à cette occasion, M. Benmicia a expliqué que cet accord représentait la "naissance d'un partenariat exceptionnel, qui reflète la volonté des deux entreprises de proposer des services modernes conformes aux normes internationales et susceptibles de faciliter la vie des citoyens". Il a ajouté que les deux entreprises envisageaient également de participer à des campagnes de sensibilisation aux risques des accidents de la route. Pour sa part, M. Benguergoura a souligné que cette convention visait à "simplifier les procédures pour les clients d'Opel, notamment en cas

d'accident de la route. La SAA prend en charge le transport de la voiture du lieu de l'accident aux ateliers de réparation d'Opel Algérie et de la réparer en utilisant des pièces d'origine, par une équipe qualifiée agréée selon les normes internationales". Il a également fait observer qu'en vertu de cette convention, les clients bénéficieraient de réductions sur les pièces de rechange allant de 5 à 10 %, dans les points de vente et les services après-vente d'Opel Algérie, dont le nombre devrait atteindre 37 d'ici la fin de l'année 2023, répartis sur l'ensemble du territoire national.

R E.

DÉVELOPPEMENT LOCAL HOMOGÈNE

Plaidoyer pour la création d'instances de coordination entre wilayas

Les participants aux 8èmes journées de géographie, dont les travaux ont été ouverts lundi à l'université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" d'Oran, ont appelé à une réflexion pour la création d'instances de coordination territoriale regroupant plusieurs wilayas pour mettre en œuvre des programmes homogènes de développement. L'universitaire Bilal Sid Ahmed du département de géographie et aménagement du territoire à la faculté de géologie de cette université a insisté sur l'importance de mettre en place des mécanismes et de systèmes de coopération territoriale inter-wilayas du même territoire pour l'exploitation des composantes communes dans la mise en œuvre des programmes de développement. En exposant une étude sur l'exploitation des eaux souterraines en agriculture dans la wilaya d'Adrar M. Sid Ahmed a donné un exemple de la willaya d'Adrar et des wilayas de Timimoun et de Bordj Badji Mokhtar créées en 2021 qui lui étaient rattachées et qui comprennent plusieurs composantes sociales, économiques et naturelles pou-

vant être exploitées socialement dans le développement local. Il a souligné que "la coopération entre un groupe de wilayas appartenant au même territoire permet de bénéficier des effets positifs du nouveau découpage administratif qui contribue directement à l'amélioration des conditions de vie de la population à travers une gestion rapide de celles-ci, en plus de la maîtrise des mécanismes de développement et d'une prise de décision rapide. Par ailleurs, cela permet une exploitation optimale des potentialités humaines et matérielles dont disposent ces wilayas." Dr Ghodbani Tarik de la même faculté a, pour sa part, abordé l'implication de l'Etat dans la politique de développement national durable en promulguant de nouvelles lois et en en modifiant d'autres, en ratifiant plusieurs accords internationaux dans le domaine de la conservation de l'environnement et en lançant un programme de développement basé sur le développement des énergies renouvelables et propres et en s'intéressant aux zones les plus vulnérables aux risques environnementaux,

telles que les côtes et les régions humides. Le comité scientifique des 8èmes journées géographiques algériennes a souligné, à travers le préambule publié à l'ouverture de la manifestation, que "l'Algérie a joué un rôle décisif dans l'aménagement du territoire à travers plusieurs programmes de développement touchant différentes régions du pays et touchant à l'ensemble des secteurs". Dans le cadre de la même démarche, l'Etat a mis en œuvre, selon le même préambule, des procédures de restructuration administrative pour élever le niveau d'encadrement administratif et de développement dans diverses régions du pays, notamment dans le Sud du pays, ce qui a été le cas ces dernières années par une intensification de son cadre administratif en promouvant dix wilayas tout en renforçant leurs capacités pour parvenir à une répartition équitable, créer de la richesse, encourager les investissements, améliorer le service public et répondre aux aspirations de la population en matière de développement local et territorial. Les chercheurs de l'université Ibn Khal-

doun de Tiaret, Nadja Haddad et Haddayed Mohamed ont appelé à l'utilisation des technologies modernes pour identifier géographiquement les zones en développement, telles que la télédétection et les systèmes d'information géographique (SIG) dans l'étude du développement agricole, soulignant le succès de l'expérience d'utilisation ces deux méthodes et d'autres moyens pour analyser et évaluer la réalité agricole dans la région de Rechaïga dans la wilaya de Tiaret, qui a fait l'objet de leur étude. Cette rencontre de deux jours, organisée par le laboratoire de géographie et d'aménagement du territoire en collaboration avec la faculté de géologie de l'université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed", traite de six axes proposés au débat abordant l'eau comme ressource vitale à faire face à plusieurs défis, la dynamique territoriale, l'agriculture et la sécurité alimentaire et la diversité naturelle et culturelle, les atouts du tourisme, les disparités régionales et territoriales et la dimension géostratégique de la sécurité énergétique.

R E.

FINANCES

Le PLF 2024 adopté par l'APN

L'Assemblée populaire nationale (APN) a adopté mardi, à la majorité, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024 (PLF2024), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public. Le vote s'est déroulé en séance plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd et des membres du gouvernement.

Par S R/agence

Le ministre des finances a indiqué, dans une allocution prononcée à l'issue du vote, que ce texte devrait permettre « une stabilité de la situation économique du pays », d'autant plus que l'on enregistre depuis quelque temps une « amélioration significative dans tous les indicateurs macroéconomiques, grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics sur les plans économique et social ». Il a affirmé que les augmentations des dépenses budgétaires décidées au profit de certaines entreprises et autres départements ministériels s'expliquent par « la nécessité de prendre en charge ce qui reste comme dépenses en matière de hausse des salaires, d'investissement publics à l'échelle nationale, de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement du pouvoir d'achat des citoyens et la généralisation de la numérisation ». Pour sa part, le président de l'APN, Brahim Boughali, a rappelé que l'économie nationale continue à subir les conséquences de l'instabilité économique qui prévaut à l'échelle internationale, précisant à titre indicatif qu'il n'est plus possible de maîtriser la hausse des prix des produits sur le marché mondial. D'où l'intervention des pouvoirs publics qui s'est avérée

nécessaire, afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, à travers la revalorisation des salaires, des retraites et des diverses allocations. Ce nouveau texte de loi, rappelle-t-on, a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du cadrage budgétaire à moyen terme (2024-2026), et prévoit des recettes de 9.105,3 milliards de DA, dont 3.512,3 milliards de DA de recettes pour la fiscalité pétrolière. Quant aux dépenses en 2024, elles s'élèveront à 15.292,47 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et 15.275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement. Le budget de l'Etat pour l'année 2024 est réparti, selon la nature des dépenses, sur les dépenses dédiées aux personnels, de l'ordre de 5.155,67 milliards de DA, dépenses de gestion des services 632,87 milliards de DA, dépenses d'investissement estimées à 2.894,58 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 2.809,36 milliards de DA de crédits de paiement. S'agissant du nouveau programme d'investissement public, l'enveloppe budgétaire prévue pour l'année 2024 dédiée aux nouvelles opérations est estimée à 2.405,33 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 1.356,57 milliards de DA de crédits de paiement. Par ailleurs, les affectations prévues pour l'année 2024 à la réévaluation des opérations

en cours de réalisation ont atteint 489,25 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 396,82 milliards de DA de crédits de paiement. Le PLF 2024 prévoit une croissance économique de 4,2%. Il a été élaboré sur la base d'un prix référentiel du prix du baril du pétrole de 60 dollars durant la période 2024-2026, et 70 dollars pour le prix estimatif du baril de pétrole brut. Les exportations de biens devraient s'élever à 49,8 milliards USD en 2024, tandis que les importations devraient augmenter de 7,1% par rapport aux prévisions de clôture de 2023 et atteindront 43,5 milliards USD. Ainsi, la balance commerciale enregistrera un excédant entre 2024 et 2026 pour atteindre 6,3 milliards USD en 2024, 2,9 milliards USD et 4,2 milliards USD en 2025 et 2026. Le texte a prévu plusieurs mesures législatives visant principalement à préserver le pouvoir d'achat du citoyen, le soutien à l'investissement, et la facilitation et la numérisation des procédures fiscales. Concernant les mesures prises pour soutenir l'investissement et l'économie nationale, le PLF 2024 a prévu la suppression de la Taxe sur l'activité professionnelle conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, outre des incitations fiscales proposées pour plusieurs activités.

PÉTROLE

Le Brent se reprend à plus de 78 dollars

Les cours du pétrole se reprenaient, mardi, impactés par les baisses de production de l'Opep+, prises pour stabiliser les prix du brut sur le marché. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février prenait 0,47% à 78,40 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en janvier, montait de 0,53% à 73,43 dollars. Les prix ont légèrement augmenté au début des échanges, mais restent proches de leur plus bas en quatre mois atteint en novembre. Après une première réaction à la baisse, le marché semble désormais accueillir les coupes de productions supplémentaires et volontaires de certains membres de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, NDLR) d'une autre manière. Environ 900.000 nouveaux barils par jour de brut devraient être retirés jusqu'en mars 2024, en plus de la prolongation des coupes volontaires supplémentaires de la Russie et de l'Arabie saoudite. En parallèle, « les tensions au Moyen-Orient » soutenaient les prix mardi, selon des experts soulignant que « la situation risque de s'intensifier à la suite d'une série d'attaques contre des cargos traversant la route pétrolière stratégique de la mer Rouge ». S'agissant du marché gazier européen, il a enregistré un léger recul sous l'effet d'une demande en baisse et de stocks élevés. Dans les séances matinales, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence gazière européenne, se repliait légèrement, évoluant sous la barre des 40 euros, à 39,355 euros le mégawattheure (MWh). Il était tombé, un peu plus tôt mardi, à 38,75 euros le MWh, son plus bas prix en près de deux mois.

R E.

R E.

SALON NATIONAL « AGRO SOUF »

Plus de 90 exposants attendus à la 7^e édition

Plus de 90 exposants sont attendus pour participer à la 7^{ème} édition du Salon national de l'agriculture saharienne « Agro Souf » prévu du 18 au 21 décembre courant à El-Oued, a-t-on appris mardi des organisateurs. Cet événement économique, verra la participation des opérateurs économique nationaux publics et privés qui ont joué un rôle pivot dans le développement de l'agriculture saharienne en termes d'amélioration du rendement de la production végétale et animale, a indiqué à l'APS le directeur

général de l'entreprise organisatrice du salon, « El-Fahd Expo », Fayçal Houamdi. Des organismes administratifs, banques et compagnies d'assurances, prendront part eux aussi à cette nouvelle édition pour faire connaître les facilités accordées par l'Etat aux agriculteurs en matière d'accès aux crédits bancaires et d'assurance agricole, a-t-il fait savoir. La 7^e édition du Salon sera manquée également par la participation pour la première fois de plusieurs bureaux d'études agricoles ainsi que

des opérateurs étrangers (Tunisie, Italie, France) versés dans le domaine de la production de semences, fertilisants, pesticides et médicaments à usage vétérinaire, a ajouté M. Houamdi. Le programme du salon prévoit, en outre, l'organisation en coordination avec l'Ecole supérieure d'agronomie de l'Université « Chahid Hamma Lakhdar » à El-Oued, d'une rencontre sur les cultures stratégiques, selon l'interlocuteur. Initié par l'entreprise « El-Fahd Expo » avec le concours de la direction des services

agricoles et la chambre d'agriculture de la wilaya d'El-Oued, le salon national de l'agriculture saharienne a pour objectif de mettre en avant les potentialités que recèle la région et les mécanismes d'accompagnement des porteurs de projets désireux d'investir dans l'agriculture saharienne, en application des directives des pouvoirs publics visant à atteindre l'autosuffisance et diminuer la facture d'importation, ont souligné les organisateurs.

R E.

CREA

Cinq projets lauréats d'un programme de soutien aux projets innovants

Cinq (5) projets innovants ont été sélectionnés pour bénéficier d'un accompagnement de structuration et de financement porté par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) en collaboration avec l'association Djazpora, a indiqué lundi l'organisation patronale dans un communiqué. Les 14 lauréats, qui bénéficieront d'un soutien financier de 8.000 euros chacun, ont été sélectionnés parmi plus de 150 projets portés par les étudiants issus des 114 universités du pays recep-

tionnés et étudiés. Les projets sélectionnés de la promotion 2023 sont une innovation d'un kit PCR de diagnostic de la tuberculose humaine et bovine (étudiants de l'Université d'Oran), un projet de fabrication de systèmes monobloc de traitement des eaux usées (étudiants de l'Ecole Polytechnique de Constantine), un projet de production du principe actif Par-Alcetamol (étudiants de l'Université d'Oran), un projet de procédé de transformation de la laine en engrais (étudiants de l'Université d'El Bayadh) et

un projet de dispositif de détection de la contamination de l'eau (étudiante de l'Université de Biskra). Le CREA avait invité les représentants de l'association de la diaspora algérienne "Djazpora" lors des journées de l'entrepreneuriat au cœur du renouveau économique algérien, organisées en novembre dernier, à intervenir lors d'une journée dédiée à la mise en relation entre les étudiants algériens porteurs de projet et la communauté nationale établie à l'étranger.

"Les membres de l'association Djazpora ont confirmé par leur présence leur volonté de s'inscrire dans la dynamique du développement économique de notre pays", souligne le communiqué. "Le Président du CREA, Kamel Moula et le président de Djazpora, Faycal Kadour, se félicitent de cette étroite collaboration qui permet d'ores et déjà aux jeunes porteurs de projet d'entrevoir de réelles perspectives d'avenir".

R E.

BATNA

110 500 hectares consacrés à la céréaliculture

La campagne labours-semailles de la saison 2023-2024, officiellement lancée, mardi, dans la wilaya de Batna depuis une exploitation agricole privée de la commune de Timgad, vise une superficie totale de 110 500 hectares, selon le directeur des services agricoles (DSA), Tahar Bekroun. Lors d'un exposé présenté au wali, Mohamed Benmalek qui venait de donner le coup d'envoi des labours-semailles, le responsable local du secteur agricole a souligné que la superficie dédiée à cette filière stratégique a augmenté, cette année, de 5.500 hectares par rapport à la saison dernière. Il a également précisé que sur les 110.500 hectares consacrés à la culture des céréales, 50.000 ha sont destinés à la production de blé dur, 48.000 ha à l'orge, 10.000 ha au blé tendre et 2.500 ha à l'avoine. M. Bekroun a également indiqué que la superficie irriguée est estimée à 25.878,5 hectares de la superficie totale dédiée à la céréaliculture qui devrait être couverte par la campagne, tandis que 18.284 hectares bénéficieront de l'irrigation d'appoint. Le même responsable a affirmé que tous les moyens et les intrants nécessaires ont été mis en place, en quantités suffisantes, pour assurer le succès de la campagne, notamment les semences, les engrais et le matériel agricole. « Tous les agriculteurs affectés, lors de la dernière saison, par le stress hydrique dû à la faible pluviométrie, au nombre 6 400 céréaliculteurs, ont été pris en charge », a affirmé de son côté, le wali de Batna, Mohamed Benmalek, rappelant que le manque d'eau avait touché plus de 61.000 hectares de la surface céréalière. M. Benmalek a également souligné « l'accompagnement des agriculteurs par les organismes concernés, notamment la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et la Caisse régionale de mutualité agricole

SUIVI DES PROJETS D'INVESTISSEMENT À SAÏDA
Installation d'une commission de wilaya

La commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement au niveau de la wilaya de Saïda a été installée, apprend l'APS des services de la wilaya.

La même source a indiqué que cette opération a été effectuée, après la promulgation de la loi 17/23 du 15 novembre 2023, fixant les conditions et la procédure d'octroi du foncier industriel, relevant des biens de l'Etat, destiné à la réalisation de projets d'investissement. Cette commission, installée jeudi dernier au siège de la wilaya, est constituée du wali, en sa qualité de président, du Président de l'Assemblée populaire de la wilaya (P/APW), du Président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) où est implanté l'investissement relevant de son territoire, du représentant de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), des représentants des Directions du Cadastre et de la Conservation foncière, de l'Industrie, de l'Urbanisme de l'Architecture et de la Construction, du Tourisme



et de l'Artisanat, des Services agricoles et de l'Energie et les mines. Cette commission est chargée de suivre les projets d'investissement qui ont bénéficié d'une concession avant la publication de la loi 23/17 du 15 no-

vembre 2023 et qui ont obtenu, par décision du wali, un contrat de concession ou une autorisation délivrée par le wali, en plus du suivi des projets dont la réalisation a atteint un taux d'avancement de 20 pc. Elle s'emploiera

également à mettre en demeure, pour y remédier, à toute violation de la législation et de vérifier les engagements contenus dans le cahier des charges, accompagnés d'un acte de concession et d'assurer la diffusion des demandes présentées par les détenteurs de concession en cas de changement de nom du bénéficiaire selon qu'il soit une personne physique ou une personne morale. Cette commission a entamé sa mission par l'examen des différents dossiers d'investissement, notamment les projets déposés pour leur exploitation par une autorisation exceptionnelle, sachant qu'elle aura à trancher pour leur accorder une autorisation d'exploitation finale. Pour rappel, les autorités de wilaya ont insisté sur le suivi quotidien de l'ensemble des projets d'investissement et de leur régularisation dans un délai de 30 jours.

ORAN

Vers l'organisation de la pêche au niveau de la plage d'échouage de Mers El-Hadjadj

La direction et la chambre de la pêche et des productions halieutiques de la wilaya d'Oran vient de lancer des actions pour l'organisation de la pêche au niveau de la plage d'échouage de Mers El-Hadjadj (daïra d'Arzew), a-t-on appris dimanche auprès des responsables de ce secteur. Il s'agit d'effectuer un recensement des bateaux de pêche et de plaisance de cette plage d'échouage, qui compte environs 400 bateaux, et mener des actions de sensibilisation sur la nécessité de suivre des formations sur les bonnes pratiques de la pêche, a indiqué le directeur de la pêche et des productions halieutiques, Menouar Meghni Sandid. M. Meghni Sandid a indiqué que le recensement a été lancé, il y a quelques

jours, pour identifier entre 500 et 600 pêcheurs non immatriculés activant dans cette zone, soulignant que des dizaines de pêcheurs se sont déjà présentés au service de la commune de Mers El-Hadjadj pour régulariser leur situation. En plus de l'identification et l'immatriculation, les pêcheurs seront sensibilisés sur diverses questions liées au développement durable, au respect des périodes de reproduction des poissons et à la non-pollution du milieu marin, entre autres. De son côté, le directeur de la chambre locale de la pêche et des productions halieutiques a ouvert les inscriptions au profit de ces pêcheurs pour suivre des formations afin d'obtenir le diplôme de marin qualifié, avec la possibilité d'organiser une forma-

tion sur place, en l'occurrence à Mers El-Hadjadj, en partenariat avec les services de la commune. M. Hamri a, en outre, souligné que la formation est considérée comme une nécessité pour la plupart de ces pêcheurs qui se sont lancés dans la pêche sans formation préalable, notamment en ce qui concerne les outils et équipements de pêche autorisés ou interdits, ainsi que les périodes de repos pour la reproduction des poissons et autres. Le directeur local de la pêche a également déclaré que la direction étudie un projet pour la construction qu'un quai d'accostage au niveau de cette plage d'échouage pour tous les navires qui sont aujourd'hui ancrés de manière aléatoire le long de la bande côtière de Mers El-Hadjadj.

PORT DE BEJAIA

Saisie de 9.000 euros et diverses marchandises non-déclarées

Les agents de la brigade mobile et de l'inspection principale de contrôle des voyageurs au niveau de la station maritime du port de Bejaia, relevant de la direction régionale des douanes de Sétif, sont parvenus au terme de plusieurs opérations à saisir 9.000 euros, 8 caméras de surveillance utilisés et 6 pièces usagées de rechange, a-t-on indiqué lundi dans un communiqué de cette direction. Ces opérations de contrôle du mouvement des voyageurs et des marchandises ont permis la saisie de 9.000 euros, 8 caméras de surveillance utilisés avec accessoires et 6 pièces usagées de rechange non-déclarées, a précisé le communiqué. Cette marchandise a été dé-

couverte cachée dans des bagages suite à la fouille minutieuse de véhicules touristiques de voyageurs arrivant à bord de liaisons maritimes depuis la ville de Marseille (France), a-t-on indiqué. L'opération reflète la mobilisation des services des douanes algériennes pour lutter contre toutes les formes de criminalité transfrontalière dont le commerce illicite et la détermination à l'application ferme de la législation relative au change et au mouvement des capitaux et marchandises de et vers l'étranger dans un souci de protection de l'économie nationale et du citoyen, a ajouté le communiqué.

MÉDÉA

Relogement de onze familles à Berrouaghia

Onze familles qui occupaient illégalement un ancien siège de la garde communale situé à Berrouaghia, à l'est de Médéa, ont été relogées lundi dans des appartements neufs à la faveur d'une opération de résorption de l'habitat précaire menée par cette collectivité,

a-t-on appris auprès des services de la wilaya. L'ancien siège de la garde communale qui a été squatté par ces familles depuis plusieurs années sera récupéré et aménagé en unité d'hémodialyse dépendant directement du secteur sanitaire de la daïra de Berrouaghia,

a-t-on indiqué. Une opération similaire a été réalisée récemment à Ain-Laraisse, commune de Médéa, où une ancienne structure de la garde communale, également occupait par des familles, a été transformée en polyclinique après l'évacuation et le relogement des ménages qui y étaient

installés, a-t-on rappelé. A noter, pas moins de 526 familles qui résidaient dans des constructions anarchiques ont été relogées dans plusieurs opérations de résorption de l'habitat précaire menées depuis le début de l'année à travers les communes de Médéa, Draâ-Smar et Ouzera.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La sécurité alimentaire passera par l'accès des femmes au foncier agricole

Selon les données publiées début 2023 par Center for Global Développement, en Afrique subsaharienne, quelle que soit la manière dont la terre a été acquise, environ 30 % des femmes possèdent des terres contre 70 % des hommes.

Pourtant, plusieurs études et rapports ont déjà montré l'impact qu'un plus grand accès des femmes aux ressources foncières peut avoir sur le développement économique du continent. Malgré les efforts consentis au niveau de certains États pour changer la donne, plusieurs défis restent à surmonter pour rendre l'accès au foncier, en particulier le foncier agricole, plus inclusif. À la CLPA 2023, la question fait l'objet de vives discussions, notamment dans le contexte de la mise en œuvre de la Zlecaf.

D'après le Center for Global Development, près de 90% des femmes employées travaillent dans l'informel, qui représente entre 50 et 80% de l'activité économique de l'Afrique subsaharienne. La même source indique que les femmes comptent pour 57% des travailleurs du secteur agricole dans la région. Plusieurs études et rapports ont montré comment le secteur peut assurer la sécurité alimentaire du continent, si l'autonomisation des femmes africaines devient une réalité.

Cette autonomisation doit passer par une participation équitable à toutes les chaînes de valeurs agricoles. Selon un rapport d'ONU Femmes, elle se traduit par quatre facteurs clés à savoir l'accès des femmes aux marchés, la résilience au changement climatique, l'accès au financement ou encore, et surtout, l'accès des femmes à la terre. Concernant ce dernier point crucial, Eileen Wakesho, directrice d'un programme de protection des terres communautaires au Kenya, relevait lors d'une session à la CLPA 2023 qu'en Afrique les femmes travaillent plus dans les fermes agricoles qu'elles n'en possèdent elles-mêmes. Pourtant, d'après les experts présents à cette conférence, avec une tenure foncière sécurisée, les femmes peuvent investir dans des activités agricoles, augmenter la productivité et produire des excédents agricoles pour le commerce.

Avec une tenure foncière sécurisée, les femmes peuvent investir dans des activités agricoles, augmenter la productivité et produire des excédents agricoles pour le commerce.

Dans la perspective de la Zlecaf, les femmes ont l'opportunité d'accéder aux marchés régionaux et de commercer leurs produits agricoles, contribuant à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la promotion de l'intégration économique. De nombreuses femmes africaines sont des agricultrices à petite échelle dépendantes de l'accès à la terre pour la production agricole. Des droits foncières sécurisés permettent aux femmes d'investir dans leurs exploita-

tions et d'augmenter la productivité. Cela stimule l'approvisionnement alimentaire et les opportunités de commerce intra-africain des produits agricoles.

Agricultrices à petite échelle, pas propriétaires de fermes agricoles

En Afrique, de nombreuses femmes agricultrices à petite échelle dépendent de l'accès au foncier pour augmenter leur production. Si le pourcentage moyen d'accès des femmes au foncier est d'environ 30% comme susmentionné, les disparités hommes-femmes sont plus marquées dans certains pays que dans d'autres. Selon un article d'Atlantic Council paru en avril 2023, la disparité dans la propriété foncière découle en partie des lois successorales. « Dans certains des pays en insécurité alimentaire, l'héritage joue un rôle prépondérant dans la détermination de la propriété foncière. Certaines lois successorales dans la région sont, ou étaient initialement, patriarcales, favorisant les hommes dans la répartition des biens », indique le think tank.

Dans un entretien accordé à Agence Ecofin en marge de la CLPA 2023, Yaram Fall, présidente du Collège national des femmes du Cadre national de concertation des ruraux (CNCR) au Sénégal explique la situation dans son pays. Selon elle, il n'y a pas de discrimination hommes femmes au niveau de la loi, celle-ci indiquant qu'il faut « donner la terre à ceux ou celles qui en demandent ». Si son organisation milite pour sensibiliser les femmes à une prise de conscience de leur droit d'accès à la terre, elle indique cependant qu'elle rencontre des difficultés dans certaines zones du pays, le Sénégal étant fortement traditionaliste. Dans ces zones, certains continuent de dire que la femme n'a pas le droit de posséder la terre, elle peut simplement la demander pour cultiver, et cette culture doit servir uniquement à nourrir la famille, pas au commerce.

Au Sénégal, certains continuent de dire que la femme n'a pas le droit de posséder la terre, elle peut simplement la demander pour cultiver, et cette culture doit servir uniquement à nourrir la famille, pas au commerce.

Aussi, apprend-on, certains chefs de village continuent de chasser les délégations de sensibilisation des femmes, sous prétexte, qu'elles « perturbent l'hébergement familiale ». Dans certaines familles, des pères louent des lopins de terre à leurs femmes pour la culture alors que la production est destinée à nourrir la même famille.

Une étude lue par l'Agence Ecofin dans

le cadre de ce dossier va dans le même sens que les explications de Mme Fall. On y apprend qu'à peine 15% des femmes ont accès au foncier au Sénégal et que les femmes ayant accès au foncier ne possèdent aucun acte de propriété sur les terres qui leur appartiennent. Par ailleurs, elles ont davantage recours à l'emprunt pour accéder à la terre que d'autres groupes d'exploitants.

Des initiatives pour changer la donne

Si la question de l'accès des femmes au foncier agricole fait couler beaucoup d'encre dans la plupart des pays africains, il faut noter que des efforts sont consentis par les ONG, les États, les organisations régionales et les autres parties prenantes pour changer la donne. Selon Josefa Leonel Correia Sacko, Commissaire en charge de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Économie bleue et de l'Environnement durable, de la Commission de l'UA, l'engagement envers la sécurisation des droits foncières des femmes a attiré une attention significative et s'est traduit par des actions concrètes dans divers États membres.

« Des efforts louables ont été déployés en Tanzanie, en République démocratique du Congo, en Guinée et au Malawi pour élever les droits foncières des femmes dans les politiques et les lois, et prendre des mesures pour remédier aux lacunes identifiées. Grâce à des interventions politiques ciblées, des réformes juridiques et des campagnes de sensibilisation, nous avons observé des progrès tangibles dans l'élévation du statut des femmes en tant qu'actrices clés dans la gouvernance foncière [...] », a-t-elle déclaré à la CLPA 2023.

« Des efforts louables ont été déployés en Tanzanie, en République démocratique du Congo, en Guinée et au Malawi pour élever les droits foncières des femmes dans les politiques et les lois, et prendre des mesures pour remédier aux lacunes identifiées. »

En 2016, il faut rappeler que l'UA a lancé une campagne visant à attribuer 30 % des terres aux femmes africaines d'ici 2025 pour la transformation économique de l'Afrique. Pour Leontine Kanziemo, Conseillère en gestion des ressources naturelles de la BAD, les gouvernements devraient continuer à investir dans le soutien aux agricultrices. « Après le lancement du Protocole de Maputo en 2003, les gouvernements africains ont convenu que les pays consacraient 10 % de leurs dépenses publiques à l'agriculture pour augmenter la productivité agricole. L'investissement dans l'agriculture signifie permettre aux agricultrices de surmonter les obstacles auxquels elles sont

confrontées et de les soutenir pour renforcer leurs capacités et accéder aux marchés », a-t-elle indiqué.

L'accès au foncier agricole, mais pas que...

Les différentes initiatives pour impulser du changement en ce qui concerne l'accès des femmes aux terres ont certes aidé à améliorer la situation sur le continent, mais ces améliorations peuvent être encore plus grandes. Dans l'entretien accordé à Agence Ecofin en marge de la CLPA 2023, Yaram Fall a appelé les différentes parties prenantes à aller au-delà du simple slogan « accès des femmes à la terre ». Elle a indiqué qu'il faut assurer la formation des femmes, les sensibiliser sur les procédures d'obtention, parce que ça leur permettrait de connaître les chemins et les stratégies pour accéder au foncier.

De plus, le but ne doit pas être seulement d'augmenter l'accès des femmes au foncier, mais de se soucier aussi de leur donner les moyens et les outils nécessaires pour assurer la mise en valeur. Au Sénégal par exemple, explique-t-elle, d'autres problèmes se posent comme la qualité des terres agricoles accordées aux femmes (certaines terres ont trop de sel), ou encore l'accessibilité aux terres (certaines terres agricoles se trouvent très loin des ménages). Ce dernier point soulève la question de l'accès au financement ou de l'autonomisation financière des femmes, tout aussi importante que l'accès au foncier agricole.

« Posséder des terres va de pair avec l'accès aux services financiers. Dans les pays de ces régions en insécurité alimentaire en Afrique, les agriculteurs doivent avoir des titres de propriété pour accéder au crédit nécessaire pour accroître la productivité agricole [...]. Cependant, tout comme les droits des femmes à posséder des terres sont entravés dans certains pays, leurs droits à l'entreprise le sont parfois également », indique à juste titre l'article d'Atlantic Council évoqué plus haut.

Ainsi, dirigeants et autres décideurs doivent multiplier les efforts pour trouver des solutions en n'isolant pas la problématique de l'accès des femmes aux foncières, mais en travaillant au même moment pour faciliter l'accès à toutes les autres ressources de production agricoles. Comme le dit la FAO dans un rapport, « il faut éliminer les inégalités entre les sexes en ce qui concerne la productivité et garantir un accès équitable aux ressources, aux intrants et aux marchés ».

Source : Agence Ecofin

LORS DES
NÉGOCIATIONS SUR
LE CLIMAT DE LA
COP28
**Les banques
Émiraties
promettent 200
milliards de dollars
en financement
vert**

Les banques des Émirats arabes unis se sont engagées à mobiliser 1 000 milliards de dirhams, soit environ 200 milliards de dollars, en finance verte, a déclaré le président de la fédération bancaire du pays lors des négociations sur le climat de la COP28. Annoncé lors de la journée consacrée au financement lors de l'événement à Dubaï, il rejoint une liste croissante d'engagements dans tous les domaines, depuis la construction d'énergies renouvelables jusqu'à l'aide aux agriculteurs pour améliorer la qualité des sols, a rapporté Reuters.

JORDANIE ET
L'UNION
EUROPÉENNE
**Signature d'accords
de financement
d'une valeur de 150
millions d'euros**

Le gouvernement jordanien et l'Union européenne ont signé un accord de prêt d'un montant de 100 millions d'euros accordé par la Banque européenne d'investissement pour un projet de dessalement et de transport par eau d'Aqaba à Amman, ainsi qu'un accord de subvention d'investissement d'un montant de 50 millions d'euros fournis par l'Union à travers la banque pour le projet. L'accord a été signé au nom du gouvernement jordanien par la ministre du Plan, Zeina-Touqan, et au nom de l'Union européenne, la vice-présidente de la Banque européenne d'investissement, Gelsomina-Vigliotti. Le ministère jordanien du Plan a déclaré dans un communiqué que le prêt et la subvention signés avec la Banque européenne d'investissement faisaient partie du programme d'aide européen à la Jordanie annoncé en marge de la visite du roi de Jordanie à Bruxelles le mois dernier.

TURQUIE

L'inflation atteint 62%

Le taux d'inflation annuel de la Turquie a légèrement augmenté en novembre, a annoncé l'agence nationale des statistiques, montrant de nouveaux signes de stabilisation après une série de fortes hausses des taux d'intérêt.

Le taux est passé à 61,98 % le mois dernier, contre 61,36 % en octobre, a indiqué l'agence nationale des statistiques TUIK. Le rythme de hausse des prix à la consommation a commencé à ralentir, après six mois successifs de hausses des taux d'intérêt qui ont fait passer le coût d'emprunt de 8,5 % à 40 %. Les analystes tablent sur une hausse finale des taux de 2,5 points de pourcentage lors de la prochaine réunion politique de la banque centrale le 21 décembre. Les dernières données montrent que la hausse des coûts d'emprunt commence à ralentir la consommation – un objectif clé de la banque centrale. Le produit intérieur brut de la Turquie n'a augmenté que de 0,3 % entre juillet et septembre. Il avait augmenté de 3,3 % entre avril et juin. "La banque centrale accueillera ces chiffres comme une preuve que la demande se refroidit et que les pressions inflationnistes continuent de s'atténuer", a déclaré l'analyste Liam Peach de Capital Economics.

La réinitialisation prendra du temps

"Cependant, pour ramener l'inflation à des niveaux beaucoup plus bas, il faudra que la politique monétaire reste restrictive pendant une période prolongée et nous nous attendons à ce que la banque



centrale laisse les taux d'intérêt inchangés tout au long de 2024", a déclaré Peach. Les signes d'une sortie de crise de l'économie turque commencent à être remarqués par les investisseurs étrangers, qui s'étaient retirés du marché en raison des politiques passées imprévisibles du président Recep Tayyip Erdogan. Les analystes reprochent à Erdogan d'avoir déclenché la spirale inflationniste en forçant la banque centrale théoriquement indépendante à réduire les coûts d'emprunt bien en deçà du taux de hausse des prix. Le taux d'inflation annuel offi-

ciel a culminé à 85,51 % en octobre 2022. Standard and Poor's a révisé la note de crédit souverain à long terme de la Turquie de stable à positive le mois dernier. "L'inflation semble avoir atteint un pic, bien qu'à des niveaux élevés, supérieurs à 60 %", a déclaré l'agence de notation. Mais elle prévient également : « La réinitialisation de la politique prendra au moins deux ans pour maîtriser l'inflation ». La banque centrale de Turquie s'attend à ce que l'inflation culmine en mai de l'année prochaine entre 70 et 75 %.

La région du Kurdistan exporte 12 mille tonnes de pommes de terre vers les villes irakiennes

Le directeur général de l'agriculture d'Erbil a déclaré que la région du Kurdistan avait exporté 12 000 tonnes de pommes de terre vers les villes irakiennes, après avoir satisfait aux besoins locaux. Il a ajouté dans un communiqué que les quantités exportées sont produites par toutes les régions du Kurdistan, mais la plus grande quantité appartient aux agriculteurs du gouvernorat d'Erbil. Le directeur général de l'agriculture

d'Erbil a souligné qu'il existe « une forte demande pour les pommes de terre de la région sur les marchés étrangers, ce qui a conduit à une augmentation de sa production à Erbil cette année à 500 000 tonnes ». Soulignant que la production de la région du Kurdistan « répond à la demande locale et à celle de l'Irak également », appelant à « accélérer les mesures d'exportation à l'étranger et à élargir la commercialisation

des produits agricoles du Kurdistan ». Parallèlement, le directeur général de l'agriculture d'Erbil a confirmé que la Direction de l'Agriculture, en coordination avec l'organisation allemande WHH du Département de l'Agriculture de la ville de Qushtaba, a fourni aux agriculteurs diverses fournitures agricoles, notamment des charrettes, des engrais et des graines de certains légumes. Le neuvième gouvernement de la

région du Kurdistan accorde une grande attention au secteur agricole et, dans le cadre du développement économique visant à protéger et à augmenter la production locale, il a soutenu les agriculteurs de la région. Dernière étape dans ce contexte, et sur recommandation directe du Premier ministre Masrour Barzani, le gouvernement régional a exporté deux tonnes de miel du Kurdistan vers l'État du Qatar.

RIYADH AIR ET TURKISH AIRLINES

Signature d'un protocole de coopération

Riyadh Airlines, détenue à 100% par le Fonds d'investissement public saoudien, a annoncé avoir signé un protocole de coopération stratégique avec Turkish Airlines pour fournir un ensemble complet et diversifié d'avantages et de services aux clients voyageant entre Riyad et Istanbul et d'autres lignes entre l'Arabie Saoudite et Turquie. La compagnie a déclaré dans un communiqué que l'accord avait été signé en marge de la Conférence internationale sur les négociations sur les services aériens 2023 de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui s'est tenue à Riyad, et constitue un prélude à d'autres négociations et partenariats de coopération à l'avenir, permettant aux passagers de n'importe quel vol des transporteurs de profiter pleinement du réseau de la compagnie aérienne. Grâce à cette coopération, les deux transporteurs visent à mettre les avantages de cet accord à la

disposition des clients dès que possible après le lancement officiel des opérations de Riyadh Air à la mi-2025, à condition que les termes de l'accord soient soumis aux approbations réglementaires et nécessaires par les autorités compétentes. Les membres des programmes de fidélité des deux parties pourront gagner des points ou des crédits lorsqu'ils voyageront via des services de partage de code exploités par l'autre transporteur. Les deux sociétés explorant également les perspectives d'un accord de fidélité plus large couvrant les réseaux et les destinations des deux transporteurs. En plus de fournir un ensemble intégré d'avantages aux clients des deux sociétés, cette coopération stratégique renforcera l'engagement de Riyadh Air et Turkish Airlines à travailler ensemble pour mettre en œuvre davantage de partenariats visant à consolider le principe des efforts concertés et à améliorer l'efficacité, à une échelle plus large, tout au long de la chaîne de va-

leur dans des domaines tels que les services de soutien au secteur de l'aviation, le transport maritime et le développement numérique. Le PDG de Riyadh Air, Tony Douglas, a déclaré que « les accords bilatéraux avec les principales compagnies aériennes mondiales sont très importants pour Riyadh Airlines, compte tenu des grands avantages apportés par ce type de partenariat, qui permet à nos voyageurs de bénéficier d'un plus grand réseau de connexions dans le monde et d'un accès plus facile à la Turquie, en conjonction avec des attentes et l'augmentation des flux de voyages touristiques et religieux vers le Royaume d'Arabie Saoudite. Nous sommes fiers de notre partenariat avec Turkish Airlines, qui est une compagnie aérienne leader dans le domaine de l'aviation mondiale ».

OUGANDA

Inquiétudes sur l’interdiction d’importer des vêtements d’occasion

Le président Yoweri Museveni a récemment "déclaré la guerre" aux vêtements d'occasion importés essentiellement des Etats-Unis et d'Europe, affirmant vouloir "promouvoir les vêtements africains".

"Où est notre avenir s'ils arrêtent les vêtements d'occasion?", s'interroge Hadija Nakimuli, 62 ans et mère de douze enfants, en fouillant dans sa réserve bigarrée de sous-vêtements, robes, chaussures et sacs. Le tentaculaire marché d'Owino, existe depuis 1971 et quelque 80.000 personnes, dont 70% de femmes, y travaillent, selon les autorités de Kampala.

"En dehors des étudiants, mes clients sont aussi des ministres et des parlementaires qui m'appellent pour livrer des vêtements dans leurs bureaux climatisés", explique Joseph Barimugaya.

"Il ne faut pas toucher à ce commerce. Tout le monde en profite, y compris le gouvernement qui perçoit des impôts", assure ce père de quatre enfants.

Chaque jour, des centaines de clients se pressent à travers les venelles séparant les étals de fortune en bois, à la recherche de bonnes affaires.

"En tant qu'enseignant, je gagne moins de 500.000 shillings ougandais (environ 120 euros). Si je dois acheter un nouveau vêtement, cela signifie dépenser tout mon salaire", constate Robert Twimukye, 27 ans, en faisant ses emplettes à Owino.

Mais il n'est pas le seul.

Bien qu'il n'existe pas de chiffres officiels disponibles, selon les estimations de l'Association ougandaise des revendeurs de vêtements et de chaussures d'occasion, quelque 16 millions de personnes, soit un Ougandais sur trois, achètent des vêtements d'occasion.

Vêtements de "personnes décédées"

"Tout le monde aime les vêtements d'occasion. Il n'y a qu'un petit nombre de personnes en Ouganda qui puissent se permettre de nouveaux vêtements", soutient Allan Zavuga, directeur de l'enseigne ThinkTwice, qui emploie 30 personnes dans trois succursales dans le pays.

Interdire l'importation de vêtements d'occasion "ne rend pas service à la population et au pays dans son ensemble", poursuit-il, évoquant le coût environnemental de la production de nouveaux vêtements.

L'Afrique de l'Est importe plus de 12% des vêtements d'occasion exportés dans le monde, créant des emplois pour quelque 355.000 personnes qui gagnent 230 millions de dollars par an, selon une étude réalisée en 2017 par l'agence humanitaire du gouvernement américain, l'USAID.

Mais l'importation de vêtements

d'occasion est souvent critiquée par les gouvernements sur le continent africain, dénonçant les conséquences négatives sur l'industrie locale du textile.

"Ces vêtements proviennent de personnes décédées dans un pays étranger. Lorsqu'une personne blanche meurt, les vêtements sont (...) envoyés en Afrique", avait affirmé en août le président Yoweri Museveni.

Le ministre ougandais en charge du commerce, David Bahati, soutient dans un entretien à l'AFP qu'il s'agit d'une question de "dignité".

Si l'interdiction se concrétise - le gouvernement l'examinera en janvier - "nous pourrions remplacer ces vêtements de seconde main", affirme-t-il, tout en reconnaissant que cela prendra du temps: "Cela ne peut pas se faire du jour au lendemain, mais nous pouvons le faire de manière progressive".

Et les autorités de Kampala sont prêtes à offrir des "incitations" aux investisseurs, défend David Bahati, "telles que des exonérations fiscales".

"Pauvreté abjecte"

Ce n'est pas la première fois que les autorités proposent cette interdiction. En 2016, le président Museveni, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1986, avait déjà tenté de ban-

nir les vêtements d'occasion importés dans le cadre d'une initiative régionale, mais elle s'était heurtée à l'opposition frontale de l'Association des commerçants de Kampala.

Mais aussi à des pressions diplomatiques.

D'abord uni, le bloc régional de la Communauté de l'Afrique de l'Est s'était fissuré après que le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda ont renoncé à la perspective de représailles américaines.

Seul le Rwanda était allé au bout de l'initiative, en imposant des taxes en 2016 sur les vêtements d'occasion, entraînant une baisse des importations. En représailles, les Etats-Unis ont suspendu des avantages commerciaux pour Kigali.

Dans les allées du marché d'Owino, les commerçants ont peur de perdre leur seul moyen de subsistance, dans un pays où 30% de la population vit sous le seuil de pauvreté, selon la Banque mondiale.

"Qui le gouvernement a-t-il consulté (avant de décider) d'interdire l'occasion?", s'interroge Harriet Musoke-Kyambadde, commerçante et mère de trois enfants, la voix tremblante.

Si l'interdiction entre en oeuvre, "cela m'entraînera dans la pauvreté abjecte".

BAD - PRINCE'S TRUST INTERNATIONAL

Accélérer les programmes de création de richesse pour les jeunes

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi A. Adesina, et le directeur général de l'organisation caritative Prince's Trust International (PTI), Will Straw, se sont rencontrés à Londres afin d'explorer des partenariats stratégiques pour développer l'emploi des jeunes, le capital humain et les opportunités d'entrepreneuriat à grande échelle.

Avec une population de 1,4 milliard d'habitants, l'Afrique compte la plus grande proportion de jeunes sans emploi et sous-employés au monde. Plus de 60 % de la population du continent a moins de 30 ans.

« Trop souvent, les programmes en faveur de la jeunesse font l'objet de discours de pure forme. Cela doit changer. Ensemble, nous avons l'occasion de créer de la richesse pour les jeunes et d'éradiquer la pauvreté, qui n'est pas un produit commercialisable. », a

déclaré Akinwumi Adesina.

Will Straw a donné un aperçu des programmes du PTI à l'échelle internationale et a mis l'accent sur le Ghana et le Nigéria, où le renforcement des capacités et des compétences entrepreneuriales a un impact sur les jeunes.

Il a déclaré que le Prince's Trust International s'engageait à développer les initiatives existantes en faveur des jeunes et à coorganiser un sommet de l'investissement centré sur la jeunesse en 2024 au Royaume-Uni, en collaboration avec la Banque africaine de développement.

Depuis 2015, le Prince's Trust, fondé par Sa Majesté le Roi Charles III (alors Prince de Galles) pour lutter contre la crise mondiale du chômage des jeunes, a soutenu plus de 75 000 personnes. Cette initiative fait suite à 40 ans d'expérience au Royaume-Uni.

Lors de la signature d'un protocole d'accord entre les deux

institutions, M. Adesina a décrit le chômage des jeunes comme précurseur de la pauvreté, ce qui nécessite une approche stratégique multisectorielle et multipartite.

Le protocole d'accord engage les deux institutions à travailler ensemble pour identifier et développer des opportunités de partenariat afin d'intégrer les compétences d'employabilité dans les projets d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) financés par la Banque dans les pays d'intérêt commun.

Le Prince's Trust participera à la préparation, à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des projets d'EFTP et de développement des compétences.

Michelle Pinggera, vice-présidente du Prince's Trust International, Arunma Oteh, administratrice, et Victor Oladokun, conseiller principal du président de la Banque, étaient présents lors de la signature du

protocole d'accord.

La Banque africaine de développement a lancé des banques d'investissement pour l'entrepreneuriat des jeunes afin de fournir un soutien financier et technique aux entreprises fondées par des jeunes.

Le Liberia était le premier à lancer ce type de banque avec un financement initial de 16 millions de dollars approuvé par le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement.

Ceci s'ajoute au programme ENABLE Youth de la Banque et à plusieurs autres programmes destinés aux jeunes.

Le Prince's Trust International gère 13 programmes au Ghana, au Kenya, au Nigéria, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda, qui sont conçus pour mettre en adéquation les compétences et aspirations des jeunes avec les opportunités d'emploi et d'entreprise existantes.

COP28

Manifestations au Kenya pour plus d'argent pour le fonds "pertes et dommages"

Les manifestants lors des négociations sur le climat de la COP28 à Dubaï ont appelé lundi à un financement supplémentaire pour le nouveau fonds pour les pertes et dommages, ainsi qu'à la fin des subventions à l'industrie des combustibles fossiles.

Le militant kenyan pour le climat, Eric Njuguna, a déclaré qu'il pensait que certains pays n'avaient pas suffisamment contribué au fonds. "Le message de cette action d'aujourd'hui est qu'après la création du fonds pour les pertes et dommages dès le premier jour, les pays du Nord n'ont pas contribué suffisamment au fonds pour pertes et dommages", a-t-il déclaré.

"Nous avons besoin que les pays riches contribuent au fonds pour les pertes et dommages à hauteur de centaines de milliards", a-t-il ajouté.

Pendant ce temps, la militante japonaise Susanne Wong a pointé du doigt son pays pour avoir subventionné les combustibles fossiles modernes en Asie. "Le Japon fait dérailler la transition énergétique en Asie et dans le monde", a-t-elle déclaré.

"Ils s'organisent ici à la COP(28), et ils organisent un sommet des chefs d'État de toute l'Asie du Sud-Est juste après la fin de la COP(28) pour tenter de promouvoir ces fausses solutions, affirmant que davantage de combustibles fossiles sont nécessaires pour la transition énergétique", a-t-elle ajouté.

Les manifestations publiques sont rares aux Émirats arabes unis, mais l'ONU et les Émirats arabes unis ont convenu avant la COP28 que la liberté d'expression serait autorisée.

Les militants ont décrit le processus consistant à devoir demander l'approbation des organisateurs pour leurs manifestations. Entre-temps, des chercheurs en droits humains appartenant à des organisations longtemps interdites par le pays ont également été autorisés à entrer, ce qui leur a donné l'occasion, pour la première fois depuis une décennie environ, de formuler des critiques – même si beaucoup reconnaissent qu'ils pourraient ne jamais être autorisés à revenir dans le pays.

FRANCE

La Bourse de Paris ouvre en légère baisse

La Bourse de Paris devrait ouvrir en légère baisse mardi, suivant la tendance de Wall Street de la veille qui a plié sous les prises de bénéfices après un solide mois de novembre.

Le contrat à terme de l'indice vedette CAC 40 reculait de 0,20% une quarantaine de minutes avant l'ouverture de la séance. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt des Bons du Trésor à dix ans ont repris du terrain, après avoir nettement reculé vendredi, finissant à 4,25%. Pour Michael Hewson, analyste de CMC Markets, cette remontée des rendements est liée au fait «que les baisses observées ces derniers jours ont pu être un peu trop rapides, compte tenu des commentaires de Powell vendredi dernier». Le président de la Réserve fédérale (Fed) américaine avait en effet estimé qu'il est «prématuré» de «spéculer» sur d'éventuelles baisses des taux directeurs. John Plassard, spécialiste de l'investissement de Mirabaud, estime aussi que le marché américain était survalorisé et «historiquement cela se traduisait par une prise de profits». Les investis-

seurs ont désormais en ligne de mire le rapport mensuel sur l'emploi américain de vendredi et la réunion de la Fed des 12 et 13 décembre, à l'issue de laquelle les déclarations du président Jerome Powell seront scrutées à la recherche d'indications sur d'éventuelles baisses des taux d'intérêt directeurs. Compte tenu des signes de plus en plus manifestes d'un ralentissement économique aux États-Unis et d'une décélération continue de l'inflation, les opérateurs de marchés tablent de plus en plus sur un premier abaissement du principal taux directeur de la Réserve fédérale américaine dès mars. En Europe, quelques indicateurs macroéconomiques figurent à l'agenda du jour, dont les prix à la production d'octobre dans la zone euro, et des chiffres finaux d'indicateurs d'activité PMI dans plusieurs pays.

Valeurs à suivre
L'Oréal: le géant français des cosmé-

tiques a annoncé lundi avoir finalisé l'acquisition du danois Lactobio, qui lui permettra notamment de développer de nouveaux cosmétiques «à partir de bactéries vivantes». Vallourec: le groupe spécialisé dans les tuyaux sans soudure à destination de l'industrie pétrolière et gazière a dévoilé un prototype, qu'il présente comme unique au monde, de stockage vertical de l'hydrogène gazeux, sur lequel il compte pour s'imposer sur le marché de la décarbonation industrielle.

Aéroports de Paris: une filiale du gestionnaire d'aéroports ADP a accepté lundi de payer une amende de 14,6 millions d'euros pour faire cesser les poursuites dans un dossier de corruption d'agent public étranger en Libye et aux Emirats arabes unis. Compagnie des Alpes: la rentabilité de l'exploitant de domaines skiabiles et propriétaire de parcs de loisirs a souffert lors de l'exercice 2022/2023 du doublement des coûts de l'énergie malgré un chiffre d'affaires qui dépasse le milliard d'euros.

L'Europe ouvre mitigée avant les PMI

Les marchés européens ont ouvert sur une note mitigée mardi, avant la publication d'indicateurs d'activité en zone euro et aux États-Unis, et alors que les marchés commencent à se préparer à plusieurs décisions de banques centrales la semaine prochaine. À Paris, le CAC 40 avance de 0,24% à 7.350,13 points vers 08h35 GMT. À Francfort, le Dax ne montre pas de direction marquée, comme le FTSE à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 hésite, l'EuroStoxx 50 à 0,16% et le Stoxx 600 cherche une direction. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en baisse, le Dow Jones reculant de 0,15%, contre 0,26% pour le Standard & Poor's 500 et 0,43% pour le Nasdaq. Les indices PMI des services et composites définitif sont attendus pour la France, l'Allemagne et la zone euro à partir de 08h50 GMT, et devraient confirmer la contraction de l'activité

dans les pays du bloc, selon le consensus Reuters. Les indices PMI des services et composites définitifs pour le Royaume-Uni sont prévus à 09h30 GMT et attendus en légère expansion. Ces indicateurs sont d'autant plus importants qu'ils précèdent la dernière réunion de politique monétaire de la Banque centrale européenne pour 2023, qui se conclura le 14 décembre. Aux valeurs, Carmat bondit de 34,82% après avoir annoncé prévoir de produire 500 cœurs artificiels par an dès 2024, conformément à ses objectifs. Nokia NOKIA.HE recule de 9,14% en queue du Stoxx 600 après que AT&T a déclaré lundi avoir choisi Ericsson ERICb.ST pour construire un réseau de télécommunications utilisant uniquement la technologie dite ORAN. Le groupe suédois avance de 9,19%.

Les Bourses chinoises en baisse à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert en repli mardi 5 décembre, dans la foulée d'une séance de baisse la veille à Wall Street avant la publication des chiffres de l'emploi cette semaine aux États-Unis. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng perdait 0,24% à 16.606,54 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai cédait 0,20% à 3.017,01 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,29% à 1.876,16 points.

Petite baisse à Wall Street où la prudence prévaut

La Bourse fini sur une note négative lundi à New York où la prudence s'est imposée avant la publication d'indicateurs clés dont la teneur rejaillira sur la prochaine décision de politique monétaire, prévue dans moins de dix jours. L'indice Dow Jones a cédé 0,11%, ou 41,06 points, à 36.204,44 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu -24,85 points, soit 0,54% à 4.569,78 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de -119,54 points (0,84%) à 14.185,494. Après la séance

de vendredi, qui a propulsé le S&P 500 à un plus haut depuis le début de l'année écouragé par des déclarations de Jerome Powell, l'attentisme s'est réinvité sur les marchés avant le résultat, mercredi, de l'enquête ADP. Aux valeurs, on notera le recul de plusieurs poids lourds de la cote, à l'image de Microsoft ou encore d'Apple, qui ont fini en baisse. Contre la tendance, Uber a fini en hausse après l'annonce de son intégration le 18 décembre prochain au S&P 500.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 05 Décembre 2023					
Valeur : 07 Décembre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3966	134.4116
1	EUR	EURO		145.2827	145.3527
1	GBP	POUND STERLING		169.5856	169.6474
100	JPY	JAPANESE YEN		91.5883	91.6172
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8046	18.8078
1	CHF	SWISS FRANC		153.6839	153.7714
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.1418	99.1821
1	DKK	DANISH KRONE		19.4885	19.4927
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8660	12.8706
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3818	12.3861
1	AED	UAE DIRHAM		36.5954	36.6025
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8305	35.8364
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.9405	435.1298
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8807	43.3117
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3289	13.3304
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8461	27.9890
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5386	3.5390
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.1170	179.1170

Brusque coup de frein des semi-conducteurs

Certaines valeurs japonaises du secteur des semi-conducteurs ont nettement baissé dans la foulée du recul marqué du Nasdaq, à forte coloration technologique, à Wall Street lundi: Tokyo Electron a perdu 3,96%, Advantest a chuté de 6,21% et Screen Holdings de 5,32%. Le yen poursuit sa remontée. Le dollar continuait de baisser par rapport au yen, à raison d'un dollar pour 146,83 yens vers 06h30 GMT contre

147,21 yens lundi à 21h00 GMT. La monnaie japonaise progressait aussi face à l'euro, qui valait 159,13 yens contre 159,52 yens la veille. Un euro s'échangeait par ailleurs pour 1,0838 dollar, contre 1,0836 dollar lundi. Le pétrole était en très légère progression. Vers 06h20 GMT, le baril de WTI américain gagnait 0,1%, à 73,11 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord 0,03%, à 78,05 dollars.

La Bourse de Tokyo clôture en baisse

Ce mardi, la Bourse de Tokyo clôture en baisse, imitant la tendance à Wall Street où les indices ont repris leur souffle la veille, et Hong Kong était dominée par le pessimisme au sujet des résultats d'entreprises chinoises. La Bourse de New York avait clôturé dans le rouge lundi, gagnée par les prises de bénéfices après ses performances du mois de novembre et alors que les investisseurs à la recherche de nouveaux signaux se tournaient déjà vers les chiffres mensuels de l'emploi américain, attendus vendredi. A Hong Kong, où les inquiétudes concernant la reprise économique chinoise continuaient de peser sur les perspectives de résultats d'entreprises, l'indice Hang Seng lâchait 1,8% vers 06h25 GMT.

DIVERS ÉTATS ONT REJOINT LE CONSORTIUM BESS

Une structure mondiale pour réfléchir à l'avenir des batteries

Divers États rejoindront le Consortium BESS qui aide les pays à respecter les engagements mondiaux en matière de stockage de l'énergie renouvelable par batteries.

Plusieurs pays africains ont officiellement exprimé leur intérêt à rejoindre le Consortium des systèmes de stockage d'énergie par batterie (Battery Energy Storage Systems – BESS), lancé samedi 2 décembre 2023 à Dubaï lors de la COP28. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la réflexion qu'ont engagé l'ensemble des pays du monde, qu'ils soient producteurs de batteries ou de composants, autour du devenir de cette industrie. En rejoignant le Consortium BESS, une initiative de partenariat multipartite du Global Leadership Council, les membres s'engagent à participer aux efforts visant à atteindre des engagements de stockage d'énergie de 5 gigawatts (GW) jusqu'à fin 2024. Cela constituera en retour une feuille de route pour réaliser à terme, le stockage de 400 GW d'énergies renouvelables d'ici à 2030. Déjà, le Burkina Faso, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, le Togo et le Nigeria ont officiellement exprimé leur intérêt à rejoindre le Consortium. Ces pays devraient recevoir le soutien des partenaires ressources du consortium BESS, notamment la BAD (Banque africaine de dévelop-

pement), la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, l'AFD (Agence française de développement), Africa50 et Masdar. Les partenaires ressources aideront à préparer des projets, à améliorer l'environnement réglementaire et à débloquer des investissements privés et publics. Le ministre mauritanien du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, NanyOuldChrougha, a exprimé sa satisfaction de voir son pays devenir membre du consortium. Selon lui, le besoin de stockage par batterie est primordial pour le pays, qui enregistre déjà une dépendance aux énergies de 40 %, et qui est appelé à devenir de plus en plus dépendant, en particulier de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne renouvelables.

Améliorer les systèmes

« La BAD est fière d'être à l'avant-garde de ce cheminement transformateur, tirant parti de partenariats stratégiques et d'engagements financiers pour stimuler le progrès », a déclaré son président, Akinwumi Adesina. « Au fil de notre progression,

restons fidèles à notre engagement en faveur d'une Afrique plus propre, plus verte et plus prospère, alimentée par le potentiel illimité des énergies renouvelables et la résilience de l'esprit africain. Ensemble, nous pouvons éclairer et alimenter l'Afrique en énergie pour les générations à venir. » « Le Malawi est déterminé à suivre une voie de production d'énergie renouvelable pour un avenir durable – et ce sont des projets tels que le consortium BESS qui feront de notre trajectoire à faible émission de carbone une réalité. Nous avons besoin de plus de projets comme celui-ci », a déclaré en réponse à cette annonce, le président du Malawi, Lazarus Chakwera. Pour Rajiv J. Shah, président de la Fondation Rockefeller et coprésident du Global Leadership Council, « sans capacité de stockage suffisante, les pays seront incapables d'ajouter des énergies renouvelables à leurs réseaux à l'échelle nécessaire pour réduire les émissions de carbone et créer des opportunités économiques ». À son sens, le consortium BESS constitue « un exemple du type d'action audacieuse et de grande enver-

sure nécessaire pour éliminer les obstacles qui empêchent tant de personnes et de communautés de se joindre aux transformations climatiques en cours ». Le Belize et l'Inde ont également rejoint le consortium BESS, ainsi que la Barbade. La Première ministre de ce pays des Antilles, Mia Mottley, a déclaré : « La Barbade est déterminée à jouer un rôle de premier plan en exhortant à des résultats concrets en matière de climat et de financement climatique. Nous sommes ici aujourd'hui avec le consortium BESS parce que nous soutenons ses efforts pour améliorer l'accès aux systèmes de stockage d'énergie par batterie dans le cadre de la transition énergétique dans des pays comme le nôtre. » Le Global Leadership Council est une coalition de haut niveau de dirigeants mondiaux réunis par l'Alliance mondiale pour l'énergie au service des populations et de la planète. Il comprend des dirigeants de banques multilatérales de développement, d'institutions de financement du développement, d'agences internationales, d'organisations non gouvernementales, de dirigeants d'entreprises et de représentants de gouvernements.

DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE SUR UN COMPTE NAZI

Le Credit Suisse réintègre un examinateur indépendant

Le Credit Suisse a réintégré un examinateur indépendant pour superviser une enquête sur le service des clients nazis et des comptes liés aux nazis, selon les législateurs américains qui ont enquêté sur la question. Le Crédit Suisse a accepté de réintégrer Neil Barosky, qui avait

précédemment été démis de ses fonctions d'ombudsman chargé de superviser l'enquête interne de la banque, ont déclaré Chuck Grassley et Sheldon Whitehouse, de la commission sénatoriale du budget, dans un communiqué commun. Cette réintégration intervient après que la commission sénato-

riale a déclaré que la banque suisse avait entravé une enquête pluriannuelle sur les allégations d'une organisation de défense des droits de l'homme selon lesquelles la banque détenait des comptes potentiels liés aux nazis. L'enquête des législateurs a révélé que la banque Barofsky avait été « inexplicablement li-

cencié ». "Une évaluation lucide et historiquement complète de la gestion par le Crédit Suisse des comptes liés aux nazis exige que les faits douloureux soient affrontés de front et non balayés", ont déclaré les législateurs dans leur communiqué.

COUR DES COMPTES EUROPÉENNE

Les « moins-disants » ont remporté la majorité des marchés publics des 27

Les auditeurs de l'UE mettent en garde contre une aggravation de la concurrence dans les marchés publics. La concurrence dans les marchés publics dans les 27 pays de l'Union européenne s'est aggravée au cours de la dernière décennie, a déclaré la Cour des comptes européenne (CCE), avec jusqu'à 2 000 milliards d'euros (2 200 milliards de dollars) en jeu chaque année. La CEA a déclaré que si les marchés publics concurrentiels étaient essentiels pour obtenir un bon rapport qualité-prix avec l'argent des contribuables, environ 42 % de tous les

contrats attribués en 2021 ont été attribués à des soumissionnaires uniques. "Entre 2011 et 2021, de moins en moins d'entreprises étaient en concurrence pour fournir des travaux, des biens et des services aux organismes publics, tandis que les autorités s'adressaient souvent directement à des entreprises spécifiques", a indiqué la CEA dans un rapport. Les auditeurs ont indiqué que les problèmes comprenaient des charges administratives excessives, des critères trop restrictifs et la concentration du marché, ajoutant que les procédures de passation des

marchés publics se sont allongées au cours de la dernière décennie et ont été fastidieuses vis-à-vis du secteur privé. "La part des marchés attribués aux PME n'a pas augmenté non plus, et les moins-disants ont quand même remporté la majorité des marchés, ce qui montre que les aspects plus stratégiques (par exemple environnementaux, sociaux et innovation) sont rarement pris en compte", a déclaré la CEA. Le rapport exprime des inquiétudes quant à la transparence des procédures – une garantie essentielle contre la fraude et la corruption – et au faible nom-

bre de marchés publics entre États de l'UE. Selon le rapport, quelque 14 % du PIB du bloc serait affecté. Il a indiqué qu'en 2021, Chypre avait la plus grande part d'attributions directes de marchés publics, que les appels d'offres uniques étaient les plus élevés en Slovaquie et que la France avait réalisé le moins de marchés publics à l'étranger. Dans le passé, l'exécutif européen a cité les risques liés à la faiblesse des marchés publics parmi les raisons pour exclure la Hongrie des aides du bloc.

GRIPPE AVIAIRE

La Belgique signale une épidémie H5N1 près de la frontière française

La Belgique a signalé une épidémie de grippe aviaire H5N1 hautement pathogène, communément appelée grippe aviaire, dans un élevage de volailles du nord-ouest du pays, a annoncé l'Organisation mondiale de la santé animale (WOAH). Le foyer, qui serait le premier cette saison, a été détecté à Dixmude, non loin de la France. Il a tué 95 oiseaux et entraîné l'abattage du reste du troupeau de 20 100 volailles, a indiqué l'organisme basé à Paris, citant des informations des autorités belges. La grippe aviaire, qui a entraîné l'abattage de centaines de millions d'oiseaux au cours des dernières années, frappe généralement l'Europe en automne et en hiver. Il a récemment été détecté dans des exploitations agricoles de la plupart des pays voisins de la Belgique, notamment en France, aux Pays-Bas et en Allemagne.

RETOUR DE MANIVELLE CHEZ L'ONCLE SAM

L'inflation a épuisé les économies de nombreux Américains

Les généreuses mesures de relance gouvernementales et les confinements qui ont maintenu les gens chez eux ont conduit à des économies « exceptionnelles », a déclaré lundi Stephen Stanley, économiste en chef américain chez Santander US Capital Markets, dans une note de recherche. Les économistes ont augmenté leur estimation des économies des Américains réalisées pendant la pandémie le mois dernier. Mais il ont constaté qu'elles avaient presque disparues. Ainsi, l'inflation a privé 40 % des Américains de leurs économies liées à la pandémie, rendant les dépenses de consommation encore plus dépendantes du marché du travail.

VOITURES NEUVES

Les promotions de décembre 2023

*Y-a-t-il des offres intéressantes ce mois-ci pour ajouter une voiture neuve sous le sapin ?
Eh bien la réponse est oui !*

Nous voilà arrivés au terme d’une année qui aura marqué la reprise du marché automobile après trois années d’énormes galères, même si le niveau des ventes actuel n’a rien à voir avec celui de l’année 2019. Et après quasiment trois ans d’augmentation vertigineuse du prix des voitures, on note enfin une baisse pour certains modèles électriques même si, encore ce mois-ci, d’autres autos deviennent très légèrement plus chères (par exemple chez Opel ou Volkswagen). La bonne nouvelle, c’est que certaines remises sont vraiment très intéressantes et atteignent même des niveaux qu’on n’avait plus vus depuis longtemps.

La bonne affaire du moment : Seat Ibiza, Ford Focus, Opel Mokka

Les remises impressionnantes se poursuivent chez Seat où les réductions sur la citadine Ibiza atteignent désormais 26% sur certains exemplaires ! De quoi s’acheter une citadine correctement équipée à un peu plus de 15 000€, un prix digne du début des années 2010.

Outre ces réductions importantes sur la gamme de Seat (qui concerne aussi l’Arona, l’Ateca ou la Leon dans des proportions moins importantes), il y a aussi de jolies affaires chez Ford où la Focus offre jusqu’à -20% (avec même quelques exemplaires de la Fiesta ST remisés pour ceux qui aiment le sport). On trouve aussi d’énormes remises sur des exemplaires haut de gamme du SUV Enyaq électrique chez Skoda et chez Opel, le Mokka dépasse les 15%.



Attention aux fausses remises

La plupart des constructeurs mettent parfois en avant des offres de location longue durée ou de location avec option d’achat alléchantes sur le papier, avec des avantages clients qui peuvent dépasser 3000 ou 4000€. Mais dans ces cas, il faudra

bien veiller à étudier le coût total dans le forfait proposé. Généralement, ce coût total dépasse de beaucoup le prix frontal neuf sans remise, les forfaits de location impliquant bien évidemment un bénéfice supérieur du constructeur par rapport à celui qu’il récupère lors d’un achat frontal. Et n’oubliez pas que même si certaines re-

mises sont conditionnées à une reprise d’un ancien véhicule, il est souvent possible de négocier avec le concessionnaire pour en bénéficier même sans véhicule à faire reprendre. En matière de négociations, n’hésitez jamais à essayer d’aller plus loin que la remise proposée par le constructeur.

LES GROSSES REMISES DU MOIS MG liquide avant la fin du bonus écologique

Aujourd’hui la gamme du constructeur chinois MG qui propose jusqu’à -13%, dont les modèles électriques coûtent moins cher que jamais jusqu’au 15 décembre 2023.

MG ne fait plus rire personne sur le marché européen. La compacte électrique MG4, dont le rapport prix-prestations est le mieux placé actuellement dans la catégorie, se vend désormais mieux que la Renault Mégane E-Tech. Les choses vont se compliquer en France pour la marque anglaise rachetée par les Chinois de SAIC puisqu’elle n’aura plus droit au bonus écologique dès 2024. Concrètement, il faut théoriquement acheter l’une de ses autos avant le 15 décembre prochain pour bénéficier du bonus écologique 2023 avant ce changement.

Et la marque met le paquet sur ces derniers jours de bonus. Pas pour la MG4 mais plutôt pour les MG5, ZS et Marvel-R électriques, moins prisés par la clientèle : le break MG5 et le SUV familial Marvel-R ont droit à 4 500€ de remise immédiate pour l’achat d’un exemplaire en stock, ce qui permet d’obtenir respectivement jusqu’à 13,37 et 10,11% de réduction. Le ZS a droit lui à 3 500€ de remise immédiate, soit des réductions qui peuvent atteindre 10,29% du prix total sur les exemplaires les moins chers du stock. L’EHS, le SUV hybride rechargeable, reçoit lui aussi une remise de 4 500€ même s’il n’est évidemment pas concerné par le bonus écologique (-12,7% sur les modèles les moins chers).

A partir de 24 140€ bonus déduit

En prenant l’exemple d’une MG5 à 34 640€ en finition Comfort avec les batteries de 50 kWh, cela place la voiture à 24 140€ une fois la remise et le bonus déduit. L’auto reste sans doute moins désirable que la MG4, mais c’est 14 660€ moins cher que le seul autre break compact électrique du marché (la Peugeot E-308).

VOLKSWAGEN CALIFORNIA (2024)

Le van aménagé hybride rechargeable surpris en plein test hivernal

En aout dernier, Volkswagen dévoilait sous la forme d’un concept car très proche de la série son nouveau California. Ce dernier a ensuite pris son premier bain de foule lors du salon de la Caravane de Düsseldorf. L’agencement intérieur du nouveau California s’illustre par une paire de porte coulissante avec un accès inédit sur le flanc gauche après le meuble de cuisine. Une astuce que ne propose pas son rival le Citroën Type Holidays dont la porte coulissante sur le flanc gauche ne permet par un accès par ce côté du véhicule. Elle donne uniquement accès à des trappes de service derrière le meuble de la cuisine ce qui est mieux que rien.

Le California passe en mode hybride.

Cette toute nouvelle mouture du camping car star repose logiquement sur la base du Multivan T7. Comme ce dernier, le Volkswagen California devrait bénéficier d’une motorisation hybride rechargeable. Une technologie

qui devient indispensable, son rival le Ford Nugget l’a promise pour 2024.

C’est d’ailleurs une version hybride du California 2024 que nos chasseurs de scoop ont débusqué en plein tests hivernaux. Un discret monogramme sur le volet de hayon du van en témoigne.

Il s’agit d’un bloc essence à quatre cylindres associés via une boîte de vitesses DSG à 6 rapports à une machine électrique, l’ensemble développant une puissance de 218 ch pour une valeur de couple de 350 Nm. La batterie d’une capacité de 10,4 kWh permet d’ailleurs la fiche technique du Multivan PHEV de rouler en mode électrique durant une quarantaine de kilomètres. Plus lourd du fait de son aménagement intérieur, le Californiadisposera-t-il d’un tel rayon d’action en mode sur prise ?

Blanc sur fond blanc

Ce modèle tout blanc, sans aucun camouflage, est parfaitement dissimulé dans un

paysage de neige. Il n’y a, il est vrai plus aucun scoop sur les lignes cubiques mais néanmoins typées monospace du nouveau Multivan caractérisées par un parebrise avancé. Sorti dans le froid, ce nouveau Volkswagen California arbore un toit relevable ainsi qu’un rail de pavillon sur son flanc droit nécessaire pour le store déroulant latéralement.

Ce prototype semble déjà prêt pour la production puis l’arrivée en concession qui devraient avoir lieu au premier semestre 2024.

Quid de la suite pour le California ?

Cette mouture du Volkswagen California sera-t-elle la dernière à disposer d’une motorisation thermique électrifiée ? La suite sera-t-elle écrite par l’ID.Buzz avec un passage au 100% électrique pour le van star de VW ? Son rival, Ford Nugget, toujours lui, promet déjà une version électrique sur la base du Transit Custom. Affaire à suivre.

Le Hilux neuf vaut presque deux fois moins cher qu’un Duster

Il faudra moins de 12 000 euros pour acquérir un exemplaire neuf de ce Toyota Hilux Champ. Soit une somme bien inférieure à l’argent nécessaire pour avoir un Dacia Duster ! Bien sûr il y a une raison, et pas des moindres. En France, en 2023 presque 2024, acquérir une voiture neuve à moins de 12 000 euros fait presque figure de mission impossible. C’est simple : seule la Dacia Sandero sans option permet de signer un bon de commande avec ce budget. Ailleurs, cela est un peu différent. La preuve avec ce nouveau pick-up Toyota Hilux Champ disponible en Asie contre l’équivalent de 11 942 euros.

Sans surprise, vous ne pourrez pas rouler sur les routes de notre beau pays avec cet utilitaire au dessin mignon. Car son marché de destination n’est autre que la Thaïlande avec des règles antipollution et de sécurité beaucoup moins exigeantes que les nôtres. Cela n’empêche

pas le Toyota Hilux Champ de proposer une multitude d’éléments intéressants. Sa benne peut par exemple recevoir de nombreux accessoires pour en faire au choix un camping-car, une grue mobile, une boutique, un centre de toilettage pour animaux, une crêperie, un véhicule de livraison ou encore un engin de chantier spécialisé.

En version de base, comme indiqué précédemment via une conversion basique au cours actuel de l’euro, le Toyota Hilux Champ débute à 459 000 bahts. Les clients font des compromis à ce tarif : il n’y a pas d’autoradio, ni d’horloge, ni de compte-tours. Son capot abrite dans cette configuration un 2,0l essence atmosphérique combiné à une boîte manuelle cinq vitesses. Il existe en outre des déclinaisons dotées de blocs 2,7l sans plomb et 2,4 diesel. Et pour les amateurs de lowcost équipé, il y a aussi une transmission intégrale optionnelle.

FRASQUES D’ELON MUSK

X.com peut-elle survivre à la perte de ses annonceurs ?

Revenus publicitaires en chute libre, perte d'annonceurs et déclarations polémiques d'ElonMusk... Le réseau social X.com fait face à crise majeure qui remet en question sa stabilité financière.

Cette question peut surprendre, surtout pour une entreprise rachetée 44 milliards de dollars l'année dernière, mais le départ des annonceurs et dans une moindre mesure des utilisateurs, pourrait rapidement peser sur les finances. Il faut savoir qu'en 2022, 90% des revenus générés par X.com provenaient de la publicité, se priver de cette ressource sans disposer de solutions de substitution semble donc irréaliste. Malgré cette réalité économique, ElonMusk, figure emblématique de l'entreprise, continue de susciter la controverse par ses prises de position, créant un climat d'instabilité qui pousse littéralement les annonceurs à s'eloigner.

ElonMusk joue au pompier pyromane

Le milliardaire américain est conscient de la situation actuelle, comme en témoignent ses récentes déclarations lors d'une interview à New York. Il a notamment indiqué que si l'entreprise échouait, cela serait lié au boycott des annonceurs, suggérant même que cela pourrait mener le réseau social à la faillite. La chose est d'autant plus préoccupante qu'ElonMusk entretient une relation conflictuelle avec certaines grandes entreprises, ce qui ne facilitera pas le retour des annonceurs.



Jasmine Enberg, analyste principale chez Insider Intelligence, souligne à ce propos qu'il n'est pas nécessaire d'être un expert des médias sociaux pour comprendre que des attaques publiques et personnelles contre les annonceurs et les entreprises qui assurent le financement d'X.com ne sont pas favorables pour les affaires. Ainsi, alors que les revenus publicitaires s'élevaient à environ 4 milliards de dollars en 2022, ils ont chuté à 1,9 milliard de dollars en 2023, selon les estimations du cabinet Insider Intelligence. Pour atténuer ces pertes, ElonMusk a pris des mesures drastiques en licenciant la grande majorité des employés. Cependant, l'emprunt de 13 milliards de dollars contracté pour le rachat de Twitter a un impact significatif sur les finances de l'entreprise. Reuters précise que l'entreprise doit s'acquitter des intérêts annuels s'élevant à 1,2 milliard de dollars.

Quels sont les scénarios envisageables ?

Compte tenu de la pression financière que représente l'emprunt, ElonMusk pourrait chercher à renégocier les intérêts, c'est en tout cas ce que suggère la BBC. Cela pourrait toutefois ne pas être suffisant et rien n'indique que les banques accepteront de revoir les termes du prêt. Elles pourraient même exercer une pression pour pousser Musk vers la sortie, ou du moins l'inciter à prendre ses distances afin de restaurer un climat de confiance avec les annonceurs. Mais en cas d'échec des négociations, Musk pourrait tout simplement être contraint d'utiliser ses propres fonds pour réduire les intérêts annuels et rétablir l'équilibre financier. En fin de compte, la meilleure option serait de diversifier les sources de revenus, ce qui s'avère toujours possible, mais semble plutôt envisageable sur le long terme. ElonMusk a justement annoncé l'arrivée d'une nouvelle fonction permettant de passer des appels audio et vidéo.

OpenAI reporte le lancement de son GPT Store à 2024

Le GPT Store sera retardé à l'année prochaine, a annoncé OpenAI. Annoncée lors de la conférence développeurs début novembre, la marketplace a subi de plein fouet la crise au sein de la direction de la firme, à savoir le licenciement puis le retour de Sam Altman. Lors de sa première conférence DevDay à San Francisco, Sam Altman, CEO de la firme, avait fait part de deux annonces phares : une version turbo de GPT-4 ainsi que des fonctions de personnalisation des assistants. L'idée de pouvoir créer des versions personnalisées de ChatGPT qui combinent des instructions, des connaissances supplémentaires et toute une combinaison de compétences n'a pas manqué d'éveiller l'intérêt des entreprises. En ce sens, le GPT Store, censé regrouper toutes ces déclinaisons d'assistant, était donc particulièrement attendu. Cependant il semble que nous devions attendre 2024 pour voir apparaître cette marketplace. C'est Axios qui a rapporté la nouvelle pour la première fois, indiquant qu'« OpenAI retardera le lancement d'un GPT store jusqu'au début de l'année prochaine, selon une note aux développeurs consultée ». Initialement, la marketplace devait ouvrir le mois dernier. Dans ce mémo, il est ainsi indiqué : « Nous prévoyons maintenant de lancer le GPT Store au début de l'année prochaine », avant d'ajouter « alors que nous avions prévu de le sortir ce mois-ci, quelques éléments inattendus nous ont occupés ! ». En clair : le chamboule-tout qui a eu lieu au sein de la direction d'OpenAI - l'éviction puis le retour en force de Sam Altman - ainsi que les changements opérés au sein du conseil d'administration ont quelque peu perturbé la feuille de route du géant de l'IA. OpenAI a ajouté : « En attendant, nous aurons bientôt d'autres mises à jour intéressantes pour ChatGPT ».

Une possibilité de revenu en fonction du nombre de personnes utilisant ce GPT

Pour l'heure, les GPT personnalisés peuvent donc être partagés directement via un lien. Rappelons que l'objectif est de créer des GPT et de les partager publiquement. Le store met donc à disposition des utilisateurs des créations réalisées par des personnes vérifiées. « Une fois dans la boutique, les GPT peuvent faire l'objet d'une recherche et monter dans les classements » est-il précisé. Notons également que « les GPT les plus utiles et les plus agréables que nous aurons trouvés dans des catégories telles que la productivité, l'éducation et "juste pour le plaisir" » seront mis en avant précise OpenAI. Dans les mois à venir, vous pourrez également gagner de l'argent en fonction du nombre de personnes qui utilisent votre GPT.

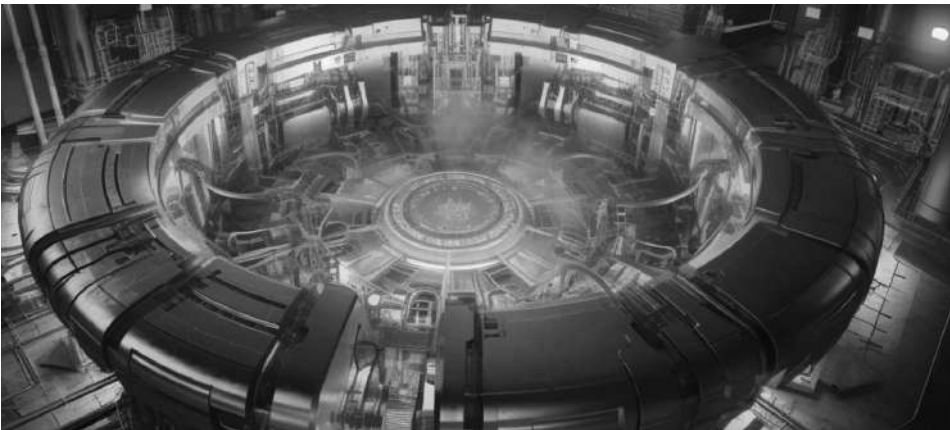
"ÉNERGIE (NUCLÉAIRE) DES ÉTOILES"

Le Japon inaugure le plus grand tokamak au monde

Le 1er décembre dernier, le JT-60SA est officiellement devenu le plus grand réacteur actif dédié à la recherche sur la fusion. Après une décennie de travaux et deux années de réparations suite à un accident, ses résultats serviront à mieux maîtriser la fusion pour ITER, mais aussi pour les futurs réacteurs commerciaux. C'est un monstre de 15,5 mètres de haut et de 13,5 mètres de diamètre, qui a enfin pris vie à Naka, dans la préfecture d'Ibaraki, au Japon. Dans l'installation la plus importante du pays (le Japon y a même accolé une école spécialisée sur la fusion), le réacteur de type Tokamak produit depuis fin octobre sa première campagne révisée de plasmas chauds à très haute énergie. L'inauguration, ce vendredi 1er décembre, vient en quelque sorte récompenser ces premiers résultats très importants pour les recherches sur la fusion. Et c'est un succès japonais, mais aussi européen !

Un nouveau look pour une nouvelle vie

En réalité, le JT-60 a vécu plusieurs vies, à l'instar de plusieurs autres installations autour du monde sur la fusion. En effet, il a été construit dans les années 80, puis inauguré une première fois en 1985. Sa spécificité est d'avoir été conçu comme s'il allait atteindre la frontière énergétique à laquelle un réacteur de fusion produit autant d'énergie qu'il en nécessite pour fonctionner (on parle communément du breakeven ou de fusion à gain positif)... en sachant que le JT-60 n'atteint pas cette frontière. En effet, il n'utilise pas les isotopes les plus propices de l'hydrogène, le deutérium et le tritium, seulement de l'hydrogène et très peu de deutérium, ce qui permet d'avoir des installations beaucoup moins exposées à de la radioactivité, et donc de pouvoir les modifier plus vite.



Très utile, sachant que le JT-60 est dédié à la recherche, et non à prouver, comme son cousin plus moderne ITER, qu'il est possible de produire de l'énergie au-delà du breakeven sur des périodes significatives. Le JT-60 a donc été modifié et amélioré plusieurs fois en presque 40 ans : JT-60A, JT-60U et, à présent, JT-60SA dont la modification a démarré en 2013. En attendant ITER, il est le plus grand réacteur Tokamak au monde.

Maxi réacteur, mini ITER

Cette dernière amélioration a un lien direct avec le réacteur ITER, dont la construction, émaillée de problèmes (c'est après tout un territoire nouveau), a lieu en France sur le site de Cadarache. D'abord, le JT60-SA n'est pas qu'un réacteur japonais, il est partiellement financé et implique les travaux de nombreux chercheurs européens.

Ensuite, l'essence même de cette modification vise à former des plasmas à haute énergie qui auront la même forme que ceux d'ITER : même si le JT-60SA est plus petit, il partage désormais plusieurs éléments clés avec le réacteur en France, comme ses aimants conducteurs, la façon de refroidir le réacteur, la gestion des flux, le système de contrôle... jusqu'aux mêmes logiciels de conception et à la gestion de la documentation. De quoi mesurer, préparer et optimiser à plus petite échelle les réactions de fusion qui auront lieu sur ITER d'ici la fin de la décennie. Un défi de conception, et industriel au cours duquel le JT-60SA a aussi dû faire face à différents déboires. Le plus important a eu lieu en mars 2021, alors que le réacteur était prêt. Lors d'un test avec son puissant champ magnétique, un court-circuit avait provoqué des dégâts, une enquête et 25 mois de travaux. Il est long le chemin pour maîtriser cette « énergie des étoiles » !

Mots fléchés

Avec grâce		Cordage		Bottin		Mettre bas		Petite sainte		Demeurer	Clarté		Radio de grand papa
Pantin		Machines à filer		Partie de couronne		Narine							
											Clé musicale		
											Tranche de cuisseau		
Quotidien								Individus					
Ravies								Vin blanc					
										Partie d'un navire			
										Équerre			
Fleuve côtier				Ventila-teur									Terne
La poste d'avant				Version française									
			Terme de voyage				Fleuve d'Afrique					Attaches	
			D'un même avis				Éburné- enne						
Jouis-sance									Sparte				
Cale en V									Terrain en friches				
			Ils ont deux mains	Arrête		Se tord sur l'hameçon				Balle au filet			
										Propre			
Versant ombragé					Policier anglais								Eau des poètes
Fabriquer													
						De naissance					Molybdène		
						Bois dur					Préparé		
Exprimé					Construc-tion								
Religieux													
					Vent froid					Abri douillé			
										Ovationna			
Héros de Virgile					Dedans			Appeler la biche					
Équidé obtus					Ville du Puy de Dôme								
			Solitaire	Faux									Ancien bloc
				Fleuve d'Italie									
Bête de somme							Ivre	Ordre au berger				Saisir	
								Résidu					
Bouleversé	Précipi-tation	Thymus				Ecclésiastique							
						Coutumes							
										Ville de l'Aube			
Décapiter		Colorés								Dialecte chinois			Devant la matière
		Héros de Spielberg											
						Italie en bref				Continent			
Belle saison				Ville de Mayenne						Lentille bâtarde			

Le nombre d’offres d’emploi au plus bas depuis 2021

Le nombre des offres d'emploi aux Etats-Unis a chuté en octobre à son plus bas niveau depuis début 2021, signe d'une détente dans le marché du travail alors que la hausse des taux d'intérêt freine la demande dans l'économie. Les offres d'emploi, une mesure de la demande de main-d'œuvre, ont reculé de 617.000 à 8,733 millions en octobre, selon le dernier rapport "Jolts" (Job Openings and Labor Turnover Survey) du département du Travail publié mardi. Celles de septembre ont été revues à la baisse, à 9,350 millions, contre 9,553 millions annoncées initialement.

PRODUITS DE L'ANESTHÉSIE DENTAIRE

Mise sur le marché de 6,85 millions de doses

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique informe l'opinion public et tous les médecins dentistes de la disponibilité continue des produits de l'anesthésie dentaire. Le département de Ali Aoun a annoncé la mise sur le marché de plus de 6,850 millions de doses, dont environ 5 millions de doses au cours des trois derniers mois. Actuellement, indique un communiqué du ministère, pas moins de 950 000 de doses sont en cours de contrôle et de libération, la réception de 2,300 millions de doses, en cours de dédouanement et la réception prochaine d'un million de doses la mi-décembre, prévue à la libération pour la fin d'année, additionnée d'autres quantités. Les services du ministère continue à œuvrer pour la diversification des sources d'approvisionnement, en enregistrant de nouveaux anesthésiants dentaire et en localisant quatre projets de production au niveau nationale, ajoute la même source. Le ministère coordonne également avec les parties prenantes, et suit de près la distribution des médicaments à travers les déclarations des distributeurs dûment agréés, et ce afin de combattre et de mettre fin définitivement aux positions monopolistiques engendrant des perturbations au niveau du marché pharmaceutique.

ONU

La CNUCED appelle à «façonner l’avenir de l’économie numérique»

L'eWeek (Semaine du commerce électronique) 2023 organisée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est ouverte lundi à Genève. Plus de 3.000 participants de plus de 130 pays se réunissent autour du thème «Façonner l'avenir de l'économie numérique». L'eWeek se tient dans un contexte mondial marqué par l'urgence climatique, des conflits géopolitiques et des chocs économiques qui ont amenuisé les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), dont seuls 15 % sont en passe d'être atteints d'ici à 2030, a déclaré la CNUCED dans un communiqué. «Il est plus important que jamais de rechercher des opportunités pour atténuer les nombreux défis et créer de l'espoir», a déclaré dans son allocution d'ouverture la vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, citée dans le communiqué. «Dans ce contexte, le potentiel de la numérisation doit être pleinement exploité», a-t-elle ajouté.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 6 décembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ALGÉRIE-TURQUIE

Des opérateurs économiques explorent les opportunités d’investissement commun

Des opérateurs économiques algériens et turcs ont exploré, mardi lors d'une rencontre à Alger, les opportunités d'investissement commun disponibles dans divers secteurs, en vue de renforcer le partenariat et la coopération entre les deux pays. Organisée par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), en coopération avec le Conseil des exportateurs turcs et l'Association Uludag des exportateurs turcs, la rencontre a été placée sous le thème: «Algérie-Turquie: négociations commerciales bilatérales».

A cette occasion, le président du CAAID, Mohamed Amine Boutalbi, a souligné que cette rencontre visait «à promouvoir les relations économiques bilatérales, à travers la vulgarisation des opportunités commerciales et de partenariat disponibles de part et d'autre» et «à

faire la promotion des produits des deux pays, en sus de l'examen de leurs potentialités d'investissement».

Pour M. Boutalbi, il s'agit d'exploiter l'opportunité offerte par l'amélioration du climat d'investissement en Algérie, à la faveur de la nouvelle loi sur l'investissement, l'ouverture d'opportunités de partenariat dans le secteur privé, l'adoption du principe gagnant-gagnant et le renforcement de la transition technologique, l'objectif étant de conclure des partenariats escomptés entre les deux parties, notamment avec la participation de près de 40 opérateurs turcs, représentants plusieurs secteurs, à cette rencontre. Parmi les secteurs les plus importants, le président du CAAID a cité l'industrie, les machines, les produits de bois et le textile. De son côté, l'ambassadeur de la République de Turquie en Algérie, M. Mujahid Kucuk Yil-

maz a affirmé que cette rencontre "permettra d'améliorer les relations algéro-turques" rappelant la récente visite officielle du président turc, Recep Tayyip Erdogan en Algérie et qui a abouti à la signature de plusieurs accords. A cet égard, il a appelé les exportateurs turcs à "veiller au rapport qualité-prix pour atteindre dans les plus brefs délais l'objectif de 10 milliards de dollar d'échanges commerciaux entre les deux pays."

Par ailleurs, le membre du conseil d'administration de l'union des constructeurs automobile dans la région turque d'Uludagh, Ertugrul Tunaarinci, a salué le statut important de l'Algérie pour les opérateurs turcs, soulignant "la nécessité de renforcer et de développer les relations commerciales bilatérales en exploitant les opportunités disponibles dans les deux pays."

LE PRÉSIDENT RUSSE VLADIMIR POUTINE :

«Nous apprécions le processus équilibré de la politique étrangère de L’Algérie»

Le président russe Vladimir Poutine a affirmé lundi que son pays appréciait le processus équilibré de la politique étrangère de l'Algérie, soulignant que la coopération bilatérale entre les deux pays se développait à bon rythme et que Moscou compte renforcer la coordination avec l'Algérie concernant les questions d'actualité sur les

scènes internationale et régionale. Dans des déclarations rapportées par l'agence de presse russe « Novosti », lors de la cérémonie de remise des lettres de créance par de nouveaux ambassadeurs, dont l'ambassadeur d'Algérie à Moscou, le président Poutine a indiqué que « les relations humaines entre les deux pays continuent de s'élargir ».

« Nous apprécions, a-t-il dit, le processus équilibré de la politique étrangère des dirigeants algériens, d'autant que l'Algérie occupera un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2024-2025 ». « Nous renforcerons, naturellement, la coordination avec nos partenaires algériens concer-

nant les questions d'actualité sur les scènes internationale et régionale », a-t-il ajouté. Au volet économique, Poutine a indiqué que « la coopération commerciale et économique russo-algérienne se développait à bon rythme, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays ayant dépassé les deux (02) mds USD ».

RÉSURGENCE DE LA COVID

Il faut observer les mesures de prévention sans tomber dans la panique

Depuis le début de la période hivernale, une vague de Covid-19 a touché certains pays. Les experts s'inquiètent d'une propagation encore plus importante du virus. En Algérie, des cas isolés sont signalés. Selon Elias AG Akhamok, chef du service des maladies infectieuses à l'EPH de Tamanrasset et membre du comité scientifique de prévention et de lutte contre la Covid, il s'agit d'un « pic épidé-

mique, car la Covid est désormais classée comme une grippe saisonnière ». Intervenant dans l'émission "L'Invité de la rédaction" de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, Elias AG Akhamok explique que les cas signalés sont atteints du variant Omicron qui, rappelle-t-il, est « moins virulent » comparé au variant Delta. « Avec le variant Omicron, la virulence a baissé. Contrairement au Delta qui touchait même les sujets

jeunes, le variant Omicron présente des risques uniquement pour les personnes les plus vulnérables », affirme-t-il. Même si la situation n'est pas aussi alarmante, la vigilance doit être de mise, insiste l'intervenant qui appelle à la réactivation du « plan hiver ». Il faut, suggère-t-il, adopter le port du masque par les personnes malades et sensibiliser « surtout les personnes à risque » à la vaccination contre la grippe saisonnière et

contre la Covid. Le spécialiste en infectiologie rappelle qu'en observant les mesures de prévention, on lutte contre de nombreuses maladies contagieuses, à l'instar de la Covid, la tuberculose, la grippe saisonnière et la rougeole. « Il ne faut surtout pas sous-estimer la grippe saisonnière qui touche un milliard de personnes et cause 600 000 décès à travers le monde », met-il en garde.

R.N.

ITALIE

Le PIB devrait augmenter de 0,7% en 2023 et 2024

L'Italie devrait voir son produit intérieur brut (PIB) augmenter de 0,7% en 2023 et 2024, grâce à la reprise de la consommation des ménages dans un contexte de ralentissement de l'inflation, selon des prévisions publiées mardi par l'Institut national des statistiques (Istat). L'Istat revoit ainsi à la baisse ses estimations publiées en juin, qui misaient sur une croissance économique de 1,2% cette année et 1,1% en 2024. L'institut se montre plus pessimiste que le gouvernement qui table toujours sur une croissance de 0,8% pour cette année et de 1,2% en 2024. Après une chute du PIB de 0,4% au deuxième trimestre, l'Italie a

connu une croissance de 0,1% au troisième trimestre par rapport au précédent, échappant ainsi à la récession technique. La demande intérieure sera principalement tirée par la consommation des ménages (+1,4% en 2023 et +1% en 2024), "soutenue par une décélération de l'inflation, une reprise progressive, certes partielle, des salaires et la croissance de l'emploi", commente l'Istat. «L'inflation diminuera en raison de la baisse des prix de l'énergie et des conséquences des politiques monétaires restrictives mises en œuvre par la Banque centrale européenne (BCE)», poursuit l'institut.

La hausse des prix à la consommation devrait ainsi ralentir à 5,4% cette année et à 2,5% en 2024, après un pic de 7,3% en 2022.

Quant à la demande extérieure, «la faiblesse du commerce mondial et de l'économie allemande, notre principal partenaire commercial, devrait conduire à une réduction du commerce extérieur et notamment des exportations en 2023», relève l'Istat. Les exportations devraient ainsi stagner en 2023 avant de progresser de 2,1% en 2024. Les investissements devraient ralentir sensiblement, avec une hausse limitée à 0,6% en 2023 et 2024, contre 20,7% en 2021 et 9,7% en 2022.